



LIBÉREZ
GEORGE
ALLAH!

Stéphane COURTOIS
Jean-Louis PANNÉ

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(3) L'IRRÉSISTIBLE
CONVERGENCE
D'ANTISÉMITISMES PLURIELS

COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE ARABE

MILITANT DE LA CAUSE PALESTINIENNE

EMPRISONNÉ EN FRANCE DEPUIS LE 24 OCT. 1984

VIST FOR THE PALESTINIAN
ED IN FRANCE SINCE OCT. 24
amizdat.net

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Mars 2026

FONDATION^{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(3) L'IRRÉSISTIBLE CONVERGENCE D'ANTISÉMITISMES PLURIELS

Stéphane COURTOIS
Jean-Louis PANNÉ

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

I. L'ÉMERGENCE DU « COLONISÉ » : CONFLIT ENTRE VICTIMES, CONCURRENCE DES MÉMOIRES	10
II. DE L'ANTISÉMITISME ARABO-MUSULMAN TRADITIONNEL À L'ANTISIONISME	13
III. DE LA GUERRE DES SIX JOURS À MAI 68, LES EXTRÊMES GAUCHES ET LA QUESTION DE LA PALESTINE	16
IV. D'UNE EXTRÊME GAUCHE ANTISIONISTE RADICALE À L'ÉMERGENCE DU NÉGATIONNISME DE LA SHOAH	24
V. L'IRRUPTION DE LA RÉVOLUTION ISLAMISTE	27
VI. LE RENVERSEMENT MÉMORIEL	29
VII. ROGER GARAUDY ET LA RÉACTIVATION DU COURANT NÉGATIONNISTE	37
VIII. RAMADAN-DIEUDONNÉ, AGITATION ET PROPAGANDE	39

RÉSUMÉ

Il est souvent admis qu'après la Shoah, l'antisémitisme aurait durablement disparu des traditions politiques de gauche, discrédité par le génocide et cantonné à l'extrême droite. La période des Trente Glorieuses, la décolonisation et l'essor des luttes tiers-mondistes semblaient consacrer l'avènement d'un humanisme universaliste débarrassé de ses vieux démons. Pourtant, dès les années 1950, un antisémitisme renouvelé prend place dans une concurrence victimaire, se recompose dans les milieux communistes, anticolonialistes et révolutionnaires, sous couvert d'antisionisme et de dénonciation de l'« impérialisme ». Des théories de Césaire et Fanon à l'héroïsation palestinienne après 1967, des dérives négationnistes de Rassinier et Faurisson à la propagande de Garaudy, puis à l'essor de l'islamisme politique et de ses relais médiatiques, se construit un système idéologique cohérent, associant relativisation de la Shoah, inversion des rôles et réactivation de stéréotypes anciens. Cette histoire montre comment, de Mai 68 aux années 2000, une partie des gauches a progressivement substitué au combat universaliste une vision manichéenne du monde, où l'hostilité envers Israël sert de vecteur principal à un nouvel antisémitisme, désormais mondialisé, médiatisé et politiquement instrumentalisé.



Affiche pour la campagne *Libérez Georges Abdallah !*
Sur samidoun.net, octobre 2017 et reprise dans lanticapitaliste.org, octobre 2020

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(3) L'IRRÉSISTIBLE CONVERGENCE D'ANTISÉMITISMES PLURIELS

Stéphane COURTOIS

Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS),
membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol.

Jean-Louis PANNÉ

Historien, éditeur.

Cinq ans après la Libération et la découverte du génocide des Juifs d'Europe, à l'orée des Trente Glorieuses et au cœur des affrontements de la Guerre froide, les Juifs de France se voient proposer trois options pour vivre leur judéité. La première, largement majoritaire, est celle de l'assimilation inaugurée par le décret du 27 septembre 1791 qui fait des Juifs des citoyens français ; elle est instaurée par Napoléon qui met en place le Consistoire central israélite en 1808. La seconde, issue de l'Occupation et de la Résistance, marquée au coin de l'antifascisme, se veut révolutionnaire, à travers l'adhésion au communisme et aux mouvements trotskistes ; elle dissout l'identité juive dans une pseudo fraternité prolétarienne et internationaliste. La dernière, à partir de 1948, est l'option sioniste désormais réalisée avec la création de l'État d'Israël qui, dans un premier temps, ne semble guère attirer les Juifs de France. Mais quelle que soit la voie choisie, ceux-ci peuvent espérer ne plus être confrontés à un antisémitisme discriminatoire, voire violent et même exterminationniste, porté jusque-là par l'extrême droite.

Et pourtant, moins de dix ans après le génocide des Juifs d'Europe, certains militants et groupes de gauche et d'extrême gauche, ou ayant appartenu à ces milieux, ont déjà établi plusieurs thématiques qui visent les Juifs : Staline a inauguré dans le monde communiste une campagne antisémite sous couvert d'antisionisme, reposant sur l'amalgame sioniste/ juif, l'UJRE et a inventé le « Juif SS » – inversant la figure de la victime et celle du bourreau¹ –, et Paul Rassinier a entrouvert la porte au déni et à la négation du génocide, sans oublier les stéréotypes traditionnels de l'extrême droite – le Juif fauteur de guerre dans le cadre d'un complot international, le Juif de la Finance internationale, le Juif traître à la patrie. Deux nouvelles thématiques vont alors émerger au sein des mouvances de gauche. La première est celle du « colonisé ».

I. L'ÉMERGENCE DU « COLONISÉ » : CONFLIT ENTRE VICTIMES, CONCURRENCE DES MÉMOIRES

En juin 1950, Aimé Césaire est un Martiniquais déjà célèbre, pur produit de la promotion sociale de la III^e République : boursier, lycée Louis-le-Grand, École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégation et thèse. Adhérent du Parti communiste français, il publie en 1950 un violent pamphlet intitulé *Discours sur le colonialisme*, assorti d'une préface de Jacques Duclos, numéro 2 du PCF. Il s'y livre aux pires insultes. À propos de Georges Bidault, ce catholique qui fut président du Conseil national de la Résistance : « Son air d'hostie conchiée – l'anthropophagie papelarde et Sainte Nitouche ». Ou de Marius Moutet, marié à une juive et ministre des Colonies du Front populaire, qui fit voter l'amnistie des indépendantistes vietnamiens et nomma gouverneur de la Guadeloupe Félix Éboué – petit-fils d'esclave noir né à Cayenne –, avant de refuser les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 : « Moutet, l'anthropophagie maquignarde ».

Sur le fond, Césaire présente la colonisation comme l'obligation pour la bourgeoisie « d'étendre à l'échelle mondiale la concurrence de ses économies antagonistes ». Il reprend ainsi les thèses avancées par Lénine dans son célèbre pamphlet de 1916, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, largement contredit depuis par les historiens². Puis Césaire amorce une analyse en termes de civilisation : « Colonisation : tête de pont dans une civilisation [autochtone] de la barbarie d'où,

1. Voir Bernard Bruneteau, Stéphane Courtois, *Les gauches antisémites. La détermination totalitaire 1914-1945*, Fondapol, juin 2025 [en ligne].

2. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence africaine, 2015, p. 9.

à n'importe quel moment, peut déboucher la négation pure et simple de la civilisation ». Et de conclure : « Nul ne colonise innocemment, nul ne colonise impunément ». Tout en pratiquant à satiété la *reductio ad hitlerum* : « Qu'on le veuille ou non : au bout du cul-de-sac Europe [...] il y a Hitler. Au bout du capitalisme, désireux de se survivre, il y a Hitler. Au bout de l'humanisme formel et du renoncement philosophique, il y a Hitler ». Dans cette vision caricaturale du phénomène colonial français, Césaire amalgame « civilisation "occidentale" » et nazisme dans la même « barbarie ».

Attaquant le sociologue et écrivain Roger Caillois, il affirme : « Avec lui, les nègres sont sûrs de ne pas être lynchés, les Juifs de ne pas alimenter de nouveaux bûchers³ ». Ainsi présente-t-il la situation des Noirs nord-américains sortis de l'esclavage et le génocide des Juifs d'Europe comme deux phénomènes de même nature. Si la traite des Noirs relève du crime contre l'humanité, elle trouve sa source dans l'exploitation économique et sa logique consiste à préserver au maximum le capital de force de travail, avant d'être interdite en 1848 sous l'impulsion de Victor Schoelcher, puis définitivement aux États-Unis à l'issue de la guerre de Sécession, violente guerre civile dont l'un des enjeux – en raison de la domination économique du Nord sur le Sud – était précisément la suppression de l'esclavage. À l'inverse, le génocide relève d'une démarche qui vise à exterminer une population en tant que telle, de manière volontaire et systématique, sur la base d'une idéologie définissant différents critères – national, ethnique, racial, religieux. En effaçant la réalité de l'extermination systématique, Césaire réduit le génocide à un massacre ordinaire.

Or, au lieu de minimiser le crime, comme les négationnistes, il élève l'esclavage à la hauteur du génocide et inaugure ainsi une concurrence des victimes appelée à un bel avenir propagandiste. S'y ajoutera par la suite la thématique de l'exclusive responsabilité des Juifs dans la déportation des Noirs, escamotant le rôle des populations arabes dans la traite. Il s'ensuivra d'intenses polémiques marquées au sceau de l'idéologie et de l'ignorance, sources de mauvaise foi⁴. Césaire ne pouvait ignorer que le 9 décembre 1948, l'Assemblée générale de l'ONU avait adopté à l'unanimité une Convention qui définissait précisément le génocide, mais il a volontairement décidé de l'occulter et d'instaurer un nouvel amalgame : esclavage = génocide. Or, en langage marxiste, puis léniniste-stalinien, tous les « dominés » sont qualifiés d'esclaves et donc, à terme, menacés de génocide.

3. *Op. cit.*, p. 66.

4. Voir les attaques contre l'historien Olivier Grenouilleau, auteur de *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*, Gallimard, 2014, dont les travaux mettaient à mal avant l'heure les théories « décoloniales ».

Les événements ont soudain semblé confirmer cette vision extrême et caricaturale du phénomène colonial français et donner raison à ceux qui le combattaient. En 1954, la France quitta le Vietnam après la défaite de Diên Biên Phu, fruit de l'intense soutien dont avait bénéficié le Viet Minh : l'armement lourd et la logistique avaient été assurés par les Soviétiques, le plan de bataille avait été élaboré par des généraux communistes chinois revenus de la guerre de Corée, et des officiers japonais désireux d'échapper à une condamnation pour crime de guerre encadraient les troupes. Cette même année 1954 éclata en Algérie « française » une insurrection soutenue par le monde arabe. En 1959, à Cuba, un certain Fidel Castro s'empara du pouvoir et devint la figure révolutionnaire emblématique de ce que l'on commençait alors à nommer « le tiers monde ».

S'inspirant de Césaire, un jeune psychiatre martiniquais travaillant en Algérie et engagé du côté du FLN, Frantz Fanon, publia en novembre 1961 *Les Damnés de la terre* – référence directe au chant de toutes les gauches et en particulier des communistes, *L'Internationale* – qui devint très vite la « bible » de l'anticolonialisme – et aujourd'hui encore, en l'absence de colonies, du « décolonialisme ». Décrivant l'autochtone comme un aliéné permanent dans son propre pays, Fanon fit basculer la perception des « opprimés ». Il stigmatisa la classe ouvrière des pays industriels comme « aristocratie ouvrière »⁵ raciste et profiteuse des bénéfices tirés des colonies. Au Panthéon des « prolétaires », l'ouvrier était remplacé par le « colonisé ». Désormais, la lutte mondiale n'était plus entre bourgeoisie et prolétariat, mais entre colonisateur et colonisé. Et sur le mode marxiste et léniniste de la radicalisation théorique des positions, il interdit toute autre solution que le conflit armé, ce qui légitimait l'action violente de tout groupe révolutionnaire décidé à s'emparer du pouvoir. Une nouvelle incarnation du Bien et du Mal était née qu'allaient exploiter les communistes de toute obédience, puis plus tard les islamistes. À la différence de Césaire, Fanon n'évoquait plus le nazisme, sa problématique ayant basculé en rejetant le génocide des Juifs hors de l'histoire.

Le tout jeune État d'Israël fit les frais de cette orientation idéologique qui assimilait sa création à l'impérialisme et au colonialisme. Un des auteurs qui soutint cette analyse était un Juif antisioniste issu d'une famille déjudaisée et communiste, Maxime Rodinson, adhérent du Parti communiste jusqu'en 1958. Collaborateur dans les années 1950 du mensuel communiste *La Nouvelle critique*, il rejetait alors, selon ses dires, la « thèse de l'antisémitisme soviétique ». Plus tard, dans un article destiné aux *Temps Modernes* de Sartre, il estima qu'« il n'y avait en soi aucune orientation nécessairement colonialiste ou impérialiste dans les

5. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres*, Éditions sociales/Éditions du progrès, t. 22, p. 201-326.

motivations de ce choix », c'est-à-dire l'implantation d'un foyer juif en Palestine. Tout en évoquant ensuite la « résistance arabe à la colonisation sioniste », les sionistes étant guidés par « l'élément impérialiste inconscient de leur démarche de pensée ». Il installait ainsi un discours appelé à un bel avenir en appelant à « prendre conscience du caractère colonial de l'État d'Israël », mais sans verser pour autant dans une stigmatisation haineuse ⁶.

II. DE L'ANTISÉMITISME ARABO-MUSULMAN TRADITIONNEL À L'ANTISIONISME

À partir de 1945, des mouvements nationalistes laïcs secouèrent tout le Moyen-Orient, mais ils furent confrontés à la puissance préexistante de l'association des Frères musulmans – à la fois secte religieuse et mouvement politique – qui, dès 1936 dans leur « Manifeste », avaient indiqué leur projet de s'emparer du pouvoir, de « rétablir le califat » et d'imposer une islamisation générale de la société, sur la base de la *charia*, un ensemble de normes fondées sur le Coran ⁷. Ce modèle totalitaire d'une révolution islamiste était inspiré des exemples fascistes italien et nazi allemand. La France fut concernée par cette double dynamique, religieuse musulmane et nationaliste arabe, quand le 1^{er} novembre 1954 le FLN algérien déclencha son insurrection et développa un double discours. Pour mobiliser les populations musulmanes, il fit appel à la tradition du *djihad*, la guerre sainte, qui s'était déjà manifestée en 1934 lors d'un pogrom antisémite à Constantine ⁸. Le 8 mai 1945, les nationalistes algériens perpétrèrent à Sétif un massacre de « chrétiens » – hommes, femmes et enfants pieds-noirs –, assorti de spectaculaires cruautés, ce qui entraîna en retour une violente répression. Albert Camus en était très conscient et affirmait dès 1946 que l'Algérie ne serait pas un enjeu entre empires russe et américain, mais le lieu d'« un choc des civilisations » ⁹. En 1958, craignant « l'éviction de 1 200 000 Européens », il prévoyait qu'une Algérie indépendante serait « reliée à un empire d'Islam » ¹⁰.

6. Maxime Rodinson, « Israël fait colonial ? » [1967], in *Peuple juif ou problème juif ?*, La Découverte, 1997.

7. Voir Ladan Boruman, « Aux origines de la révolution islamique d'Iran. Hassan al-Banna, "Manifeste en 50 points des Frères musulmans" », in S. Courtois, J.-P. Deschodt, Y. Dilas-Rocherieux (dir.), *Démocratie et révolution. Cent manifestes de 1789 à nos jours*, Presses de l'ICES/Cerf, 2012, p. 1135-1152.

8. Charles-Robert Ageron, « Une émeute antijuive à Constantine (août 1934) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°13-14, 1973, p. 23-40.

9. Yves Santamaria, *L'Algérie et la France. Une terre pour deux peuples (1830-1962)*, Odile Jacob, 2025, p. 224.

10. Albert Camus, *Chroniques algériennes, 1939-1958*, Gallimard, [1958], Folio/Essai, 2002.

En novembre 1957, l'organe du FLN, *El Moudjahid* – qui dans l'islam désigne un combattant de la foi engagé dans le *djihad* – annonça vouloir « le déracinement total et complet du colonialisme sous toutes ses formes ». Propos confirmés en juin 1960 par des responsables nationalistes au journaliste de gauche Jean Daniel : aucun avenir pour les non-musulmans, en particulier les Juifs, dans l'Algérie indépendante qui devait désormais reposer sur une identité musulmane, l'arabisme et l'islam¹¹. Vingt ans après, le leader du FLN Ahmed Ben Bella revendiquait encore cette vision : « En ce sens, le 1er novembre [1954] trouve naturellement son prolongement, au dire même de ses dirigeants, dans la révolution islamique en Iran [...] »¹². D'ailleurs, le 2 novembre 1962, la cathédrale Saint-Philippe d'Alger, construite en 1832, fut inaugurée en tant que nouvelle Grande Mosquée, par Ben Bella et Houari Boumédiène, en présence d'Amin al-Husseini¹³. Ces dirigeants algériens décrétèrent alors que ne pourraient être reconnus comme Algériens que ceux « dont au moins deux ascendants en ligne paternelle sont nés en Algérie et y jouissent du statut de musulman »¹⁴.

Nommé Grand Mufti de Jérusalem par les Britanniques en 1922, al-Husseini n'avait cessé d'appeler sur le mode du *djihad* à expulser de Palestine le « foyer national juif » ; il reprenait les thèses des *Protocoles des sages de Sion*, « l'antisionisme arabe puisant ouvertement aux sources de l'antisémitisme européen »¹⁵. Ces appels aboutirent en 1929, puis de 1936 à 1938, à une série de pogroms faisant des centaines de morts parmi les Juifs. Admirateur de Hitler depuis 1933, réfugié à Berlin en novembre 1941, al-Husseini était proche de Himmler et Eichmann, principaux responsables du génocide des Juifs. Le 1^{er} mars 1944 à la radio nazie, il proclama : « Arabes [...] Tuez les Juifs partout où vous les trouverez. Cela plait à Dieu, à l'Histoire et à la religion. Cela sauve votre honneur¹⁶. » Puis, à la tête du Haut Comité arabe en 1946, il marginalisa les laïcs modérés et radicalisa la position des Palestiniens. Ces thèses furent reprises le 15 mai 1948 à la tribune de l'ONU par le secrétaire général de la Ligue arabe : « Nous vous [les Juifs] effacerons de la surface de la terre. [...] Ce sera une guerre d'extermination et un massacre mémorable

11. Albert Camus, *op. cit.*, p. 171.

12. *Le Monde*, 4 décembre 1980.

13. Y. Santamaria, *op. cit.*, p. 49.

14. Didier Leschi, « Misères de l'antisionisme contemporain », *L'Arche*, novembre-décembre 2022.

15. Georges Bensoussan, *Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1848)*, Fondapol, avril 2024, p. 16 [en ligne].

16. Cité in Pierre-André Taguieff, *Liaisons dangereuses. Islamo-nazisme, islamisme-gauchisme*, Hermann, 2021, p. 27 ; et aussi *L'invention de l'islamo-palestinisme*, Odile Jacob, 2025. Sur les relations plus générales entre nazis et arabo-musulmans, voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Le Croissant et la Croix gammée*, Albin Michel, 1990 ; et aussi Martin Cüppers, Klaus-Michael Mallman, *Croissant fertile et croix gammée. Le III^e Reich, les Arabes et la Palestine*, Verdier, 2009.

dont on se souviendra comme des massacres mongols et des Croisades »¹⁷. Ce même jour, les armées de cinq pays arabes attaquèrent Israël mais furent vaincues. Du point de vue de l'islam le plus radical, ces intentions et pratiques génocidaires étaient légitimées par le Coran et le récit des conquêtes de Mahomet, à commencer par la soumission et l'extermination des tribus juives de l'oasis de Khaybar en 628¹⁸.

Ainsi le FLN algérien fonda-t-il sa politique sur la lutte armée (maquis, attentats) et la terreur (massacres, attentats aveugles, assassinats ciblés) qui visaient tant les pieds-noirs que la part de la population arabe ou kabyle, musulmane ou non, qui refusait de lui obéir, comme le montre le plus grand massacre de la guerre d'Algérie : l'assassinat par le FLN des 1 200 habitants de Tifraten, village kabyle, les 13 et 14 avril 1956, suivi par celui de Melouza perpétré le 28 mai 1957 contre 374 habitants soupçonnés de soutenir le MNA¹⁹, et ordonné par Saïd Mohamedi, un Algérien engagé dans la Wehrmacht en 1941, décoré par Hitler puis parachuté pour le compte de l'Abwehr en Afrique du Nord, avant de participer au soulèvement de la Toussaint 1954 et de devenir le chef de la Willaya III sous le nom de Si Nacer.

En revanche, en direction de la gauche métropolitaine, des « démocrates » et des « chrétiens » en général, le FLN se présentait comme le défenseur de la liberté, de la justice et de la dignité humaine, *versus* « les colonialistes ». « Colonialisme » : un terme polysémique qui désigne de manière très générale le fait que, depuis 1492, certains États européens ont exploré et conquis de vastes régions occupées par des populations autochtones aux modes de vie traditionnels. Quant à « l'anticolonialisme », il se réfère à la 8^e des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste édictées par Lénine en 1920 :

« 8 / [...] Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de “ses” impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux²⁰. »

17. G. Bensoussan, *op. cit.*, p. 31.

18. Voir Antonio Elorza, « La cruauté dans le djihad », in Stéphane Courtois (dir.), *De la cruauté en politique*, Perrin, 2023, p. 79-95.

19. Le Mouvement national algérien dirigé par Messali Hadj, concurrent du FLN.

20. [Lénine], « Les vingt-et-une conditions d'adhésion », in S. Courtois, J.-P. Deschodt, Y. Dilas-Rocherieux (dir.), *Démocratie et révolution*, *op. cit.*, p. 550-555.

À cet anticolonialisme, les bolcheviks ajoutèrent dès 1920-1921 un antisionisme de principe, exigeant du Poale Zion – l'Union communiste juive de Palestine – le rejet de son projet fondamental de création d'un État juif, toute « patrie » étant par principe « bourgeoise » et contraire à « l'internationalisme prolétarien » – à l'exception évidemment de « la patrie socialiste » proclamée par Lénine dès 1918²¹.

Ainsi, alors que l'antisémitisme qui semblait réservé à l'extrême droite était après 1945 réduit à la portion congrue, il se nourrit désormais à deux foyers inattendus, le communisme et l'islamisme. Cela fut confirmé en 1956 lors de la crise du canal de Suez qui vit triompher le colonel Nasser, soutenu par l'URSS. Celui-ci en profita pour annoncer, le 23 novembre 1956, l'expulsion des Juifs égyptiens – environ 80 000 personnes –, assimilés aux sionistes, alors même que Johan von Leers – un adjoint en fuite de Goebbels – devenait, sur recommandation d'al-Husseini, le responsable de la propagande « antisioniste » de Nasser²². Néanmoins, jusqu'au milieu des années 1960, l'antisémitisme, considéré comme la marque de l'extrême droite, restait fortement condamné tant par les socialistes que par une extrême gauche marginale, et même par le puissant PCF – pourtant confronté à l'antisémitisme systémique de l'URSS. Deux événements concomitants firent soudain tout basculer : la guerre des Six Jours et Mai 68.

III. DE LA GUERRE DES SIX JOURS À MAI 68, LES EXTRÊMES GAUCHES ET LA QUESTION DE LA PALESTINE

Début juin 1967, Israël était publiquement menacé d'une attaque militaire de tous les pays arabes, depuis le Maroc jusqu'à l'Irak et la Syrie, en passant par l'Égypte. Le 27 mai, Nasser déclarait : « Notre objectif fondamental sera la destruction d'Israël²³. » Ahmed Choukeiri, secrétaire adjoint de la Ligue arabe, précisait : « En cas de conflit, il ne resterait pratiquement pas de survivants juifs ». Le 5 juin 1967, Israël prit donc l'initiative d'attaquer cinq États arabes coalisés qui ne reconnaissaient pas son existence. Dès le 10 juin, les armées arabes furent vaincues, ce qui allait commander toute la géopolitique du Proche et du Moyen-Orient, régulièrement secoués

21. Voir « La première condamnation du sionisme par l'Internationale communiste », *Est & Ouest*, n°388, juillet 1967, p. 3-5.

22. Nasser est négationniste comme le montre son entretien avec Gerhard Frey, directeur du journal néonazi *National und Soldaten Zeitung*, publié le 1^{er} mai 1964, sous le titre « La guerre avec Israël est inéluctable » : « Personne ne prend ici au sérieux le mensonge concernant six millions de Juifs assassinés » (*Preuves*, n° 201, novembre 1967). Thème toujours en vigueur aujourd'hui.

23. *Le Monde*, 29 mai 1967.

par de nouvelles crises dont la plus violente est sans conteste l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

C'est dans ce contexte que la CGT, dont le PCF s'était emparé de la direction après 1945 et qu'il tenait d'une main de fer, réunit son congrès fin juin 1967. Dans le traditionnel rapport d'ouverture, Benoît Frachon, son leader incontesté, reprit l'antienne antisémite :

« Les correspondants de guerre nous ont présenté avec force détails, comme une grande manifestation de la foi, une cérémonie au mur des Lamentations [...]. La présence de certains personnages de la haute finance lui conférait un autre sens que celui de ferveur religieuse [...]. Le spectacle faisait penser que, comme dans Faust, c'était Satan qui conduisait le bal. Il n'y manquait même pas le veau d'or, toujours debout qui [...] contemplait à ses pieds, dans le sang et dans la fange, les résultats de ses machinations diaboliques. En effet, les informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus : Alain et Edmond de Rothschild. À leurs pieds, des morts encore saignants. [...] Au milieu de ce déchaînement de turpitudes où se manifestaient des instincts de primates, résurgence de temps où l'homme en était à l'aube de sa conscience et luttait encore dans les ténèbres, il est réconfortant de rencontrer des hommes qui osent dire la vérité et affronter courageusement les hurlements de passions déchaînées²⁴. »

Ainsi continuait de se manifester ce vieil antisémitisme de certains milieux anarcho-syndicalistes d'avant 1914 auxquels Frachon avait appartenu, perpétué par le communisme stalinien. En effet, déjà numéro 3 du PCF et dirigeant de la CGTU²⁵, celui-ci avait prononcé, lors de son congrès de 1935, un vibrant éloge du « camarade Janvion », cet anarcho-syndicaliste qui, dans la CGT de 1908, était le tenant le plus fervent de la lutte des classes²⁶. Ce que Frachon omit de signaler, mais que nombre de vieux militants n'ignoraient pas, c'est que Janvion, après avoir quitté la CGT, s'était rapproché des royalistes et avait organisé le 3 avril 1911, en présence d'Émile Pataud – dirigeant des électriciens de la CGT –, peu après l'affaire Dreyfus et avec le soutien de l'Action française, un grand meeting à Paris où 1 800 participants, après avoir chanté « l'Internationale », avaient entonné la « Youpignole », sur l'air du « Ça ira » : « Ah ça ira, ça ira, ça ira, les youpins à la lanterne »²⁷.

24. Clément Weill-Raynal, *La Gauche antisémite, une haine qui vient de loin*, l'Artilleur, 2025, chapitre 18, « Benoît Frachon n'aime ni les Rothschild ni Krasucki », p. 261-265.

25. Confédération générale du travail unitaire, scission de la CGT créée par les communistes sur ordre de Moscou en 1922 jusqu'en 1936, date de la réunification des deux centrales syndicales.

26. Rapport de Benoît Frachon, au VIII^e congrès de la CGTU à Issy-les-Moulineaux les 24-27 septembre 1935, p. 34. Sur Janvion, voir Jean Maitron, *Dictionnaire des anarchistes*.

27. Sur la « Youpignole », voir Nathan Weinstock, *Le Pain de misère. Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*, La Découverte, 1984, p. 50-51.

Coïncidence ou signal pour initiés ? Le 19 juin 1967, à l'occasion du congrès des syndicats polonais et saisisant le prétexte de la guerre des Six Jours, Wladislaw Gomulka, chef du Parti communiste, lança une violente campagne antisémite. Il évoqua une cinquième colonne en parlant des Juifs, puis les classa en trois catégories : les sionistes qui devaient quitter le pays, puis ceux qui se sentaient plus Polonais que Juifs et étaient dignes de confiance, et enfin les autres à qui on ne pouvait confier aucun poste de responsabilité. Déjà *Les Protocoles des sages de Sion* avaient été réimprimés et diffusés en sous-main par un officier supérieur. Fondée sur le délire d'un complot juif-sioniste, la campagne se déchaîna et fut utilisée pour réprimer durement les mouvements de contestation de la jeunesse intellectuelle – Pomian, Michnik, Kuron, Modzelewski, Kolakowski, etc. – avant de provoquer l'exil d'une vingtaine de milliers des derniers Juifs polonais. Les communistes avaient presque réussi à réaliser le rêve d'un certain Adolf Hitler : une Pologne *judenrein* – « libre de Juifs »²⁸. Dans la presse polonaise circulait alors l'assimilation d'Israël à l'Allemagne de Hitler : « La question se pose : quelle différence y a-t-il entre le racisme d'État d'Hitler et le chauvinisme de l'État de Dayan et Begin ?²⁹ » Reprise de la vieille antienne stalinienne déjà vue.

En France, la mutation d'un antisionisme de gauche en antisémitisme était repérée dès janvier 1968 par Jacques Givet – alias Vichniac, un intellectuel juif russe réfugié en France – dans son livre *La Gauche contre Israël ? Essai sur le néo-antisémitisme* (Pauvert) où, évoquant « les progressistes et extrémistes d'Occident », il concluait : « Ils auraient bonne mine aujourd'hui d'avoir été les complices d'un génocide réussi ». Au même moment, le 3 mai 1968, le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, stigmatisa dans *L'Humanité* les groupes prochinois qui faisaient de l'agitation « pseudo-révolutionnaire » à l'université de Nanterre et il visa personnellement un certain Daniel Cohn-Bendit, « anarchiste allemand »³⁰. Immédiatement l'un des premiers slogans de Mai 68 fut « Nous sommes tous des Juifs allemands ». À croire que, selon les manifestants, chez Marchais le « juif » était subliminal, et qu'eux-mêmes avaient versé dans une sorte de « judéobsession », pour reprendre l'idée mise en avant par Guillaume Erner³¹.

Au printemps 1968, la France connut une forte contestation de la jeunesse estudiantine qui favorisa l'émergence de groupes révolutionnaires – trotskistes, maoïstes, anarchistes, situationnistes, d'ultra-gauche, etc.

28. Voir le remarquable article de Claude Eriale, « Pologne : l'antisémitisme comme instrument politique », *Les Temps modernes*, n°271, janvier 1969, p. 1270-1289. Et aussi Christian Jelen, *La Purge. Chasse aux juifs en Pologne*, Fayard, 1972.

29. *L'Étendard de la jeunesse* [en polonais], 24 septembre 1968.

30. « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.

31. Guillaume Erner, *Judéobsessions*, Flammarion, 2025.

– qui remirent à l'ordre du jour l'idée d'une révolution violente. Tous plaçaient au premier plan la lutte contre « l'impérialisme américain » et contre son allié Israël, tandis que les Palestiniens étaient érigés en peuple martyr et que leurs groupes politiques – alors pour la plupart laïcs, marxistes et soutenus par l'URSS – devenaient des modèles révolutionnaires. La chose est d'autant plus paradoxale que nombre de dirigeants gauchistes étaient eux-mêmes juifs : les uns, sépharades, chassés d'Algérie ou d'Égypte, n'avaient pas subi le génocide ; les autres en étaient victimes à des degrés divers, qu'ils soient ashkénazes originaires de Russie, de Pologne ou de Roumanie exilés en France depuis les années 1920, ou appartenant à de vieilles familles françaises liées aux élites économiques, juridiques ou culturelles. Ils étaient aveuglés à la fois par leur idéologie tiers-mondiste et par le reproche injuste adressé à leurs pères de s'être « laissé conduire à l'abattoir comme des moutons », ce qui montrait une méconnaissance totale des conditions réelles du génocide.

Du côté trotskiste, un auteur établit alors les « tables de la loi » du soutien aux Palestiniens. Nathan Weinstock publia chez Maspero en 1969 *Le sionisme contre Israël* où il concluait que « la contradiction entre le nationalisme sioniste et l'internationalisme prolétarien » était insurmontable. Puis en 1970 *Le Mouvement révolutionnaire arabe* où il examinait la relation entre la lutte palestinienne et une révolution panarabe introuvable – le grand mythe de ces années 1950-1970 –, ainsi que l'action du mouvement communiste dans le monde arabe. Or dans les années 1990, Weinstock réévalua ses positions :

« C'est ainsi que j'ai été amené à publier en 1969 *Le Sionisme contre Israël*, suivi en 1970 du *Mouvement révolutionnaire arabe*, un gros pavé bourré de conclusions simplistes et abusives, qui a longtemps servi de réserves de munitions à la gauche antisioniste, au point de devenir une véritable bible de la propagande anti-israélienne. [...] peu à peu, il me devint impossible d'ignorer un antisémitisme insidieux et omniprésent, suintant à travers toutes les déclarations enflammées de soutien et ces dénonciations aveugles. On vomissait d'abord les "sionistes" pour démasquer ensuite l'"emprise des sionistes" sur les médias, avant d'aboutir à dénoncer la "domination sioniste mondiale" : reprise pure et simple du vieux thème paranoïaque du complot juif mondial. [...] Évoquer aujourd'hui ces rêves écornés, c'est rappeler à quel point nous reportions sur un tiers-monde largement imaginaire nos illusions de jeunesse. Au point d'emboîter le pas à Franz Fanon (et à son préfacier enthousiaste, Jean-Paul Sartre) en encensant les pires atrocités qui s'y déroulaient comme porteuses d'un avenir radieux³². »

32. Nathan Weinstock, *Terre promise, trop promise. Genèse du conflit israélo-palestinien (1882-1948)*, Odile Jacob, 2011.

L'histoire a depuis montré que partout, les marxistes, les laïcs et autres « progressistes » avaient été « doublés » – et souvent exterminés – par les islamistes radicaux.

De leur côté, les maoïstes n'étaient pas en reste. Les plus en pointe dans cette solidarité active avec les groupes palestiniens étaient ceux de Vive la Révolution (VLR) et de la Gauche prolétarienne (GP), en particulier avec le Fatah et le FDPLP – Front démocratique pour la libération de la Palestine. À la fin des années 1960, le Fatah de Yasser Arafat était installé en Jordanie d'où il menait des actions contre Israël et tenait un discours prônant « la libération de la totalité de la terre palestinienne », dans le cadre d'une « révolution nationale armée » associée « à toutes les forces qui militent contre l'impérialisme, le colonialisme, l'oppression, le racisme et l'exploitation »³³. Il proposait de créer un État palestinien « dans le cadre des aspirations de la nation arabe à la libération nationale et à l'unité totale, particulièrement celle du peuple arabe sur les deux rives du Jourdain »³⁴ – exit les Juifs israéliens. Une autre organisation membre de l'OLP³⁵, le FDPLP, d'orientation maoïste, assimilait la création d'Israël à une pure opération « coloniale » favorisée par les puissances « impérialistes » et « la bourgeoisie réactionnaire arabe »³⁶. Début septembre 1970, ce discours attira en Jordanie des centaines de militants européens d'extrême-gauche, dont des Français. Beaucoup s'entraînaient à l'action armée dans les camps palestiniens qui formaient un État dans l'État, et dont ils refusaient de voir la dimension antijuive derrière le discours antisioniste.

Ainsi, au printemps 1971, plusieurs militants de VLR participèrent à Alger – alors la Mecque de la révolution tiers-mondiste, avec Cuba – à une vaste réunion de groupes terroristes palestiniens. Mais VLR prononça son auto-dissolution peu après : la contradiction était trop forte entre les aspirations libertaires de Mai 68 et une lutte armée sans objet. La Gauche prolétarienne s'avança plus avant dans cette voie. Son journal, *La Cause du peuple*, écrivait le 31 octobre 1969 : « [...] soit les feddayins l'emportent, avec l'appui des peuples arabes soulevés, la guerre populaire enflamme tout le Moyen-Orient, contre leurs gouvernements réactionnaires et alors les peuples arabes renverseront tous les oppresseurs, “nationaux” ou étrangers ». Mais derrière le discours révolutionnaire pointait l'antisémitisme le plus traditionnel : « [...] Ouvriers, lycéens et étudiants révolutionnaires français et arabes ont suivi l'exemple glorieux d'El Fath dans les rues de Paris ; l'objectif qu'ils s'étaient fixé :

33. Voir Fatah, *Programme d'organisation et d'action politique de la révolution palestinienne*, mars 1971.

34. *Idem*.

35. L'OLP regroupe le Fatah, le FPLP et le FDPLP.

36. Voir FDPLP, *Origine et vérité sur l'occupation sioniste*, Documentation palestinienne, n°1, 1967.

les Rothschild qui sont à la fois les oppresseurs du peuple Palestinien, les trésoriers d'Israël et les oppresseurs du peuple français ; ces porcs, gavés de richesses sont depuis des siècles le symbole de l'exploitation du peuple. » Et de vanter l'action des militants qui dans la nuit du 25 au 26 octobre avaient attaqué – seulement à la peinture – l'hôtel particulier des Rothschild, puis la banque Rothschild rue Notre-Dame-de-Lorette, dont ils avaient brisé les vitres et incendié le rez-de-chaussée, pendant que les manifestants scandaient « Palestine vaincra ! Rothschild crèvera ! » Et déjà le slogan de Mai 68, « Nous sommes tous des Juifs allemands ! » était remplacé par « Nous sommes tous des Feddayins ! »³⁷. Sur le marché révolutionnaire, l'héroïsation palestinienne avait démonétisé la victimisation juive.

La Cause du peuple du 13 mars 1970 allait plus loin, sous le titre « Fedayin », en glorifiant « le grand soulèvement » armé des Arabes de la Palestine mandataire en 1929, puis en 1935-1936 et enfin en 1948, tous lancés sous l'autorité de l'antisémite notoire qu'était le Grand Mufti de Jérusalem. La GP poursuivait dans cette voie jusqu'en 1972 avant de s'autodissoudre à son tour. Elle non plus n'avait pas résisté à la contradiction, comme en témoigna son leader clandestin, Pierre Victor, alias Benny Lévy : « Nous avons monté des comités Palestine : puisque des ouvriers OS étaient arabes, c'était une façon de les mobiliser. Ces comités avaient un journal [...] *Fedaï*. Un militant arabe le vendait en criant "Lisez *Fedaï*, journal antisémite". Aussitôt il était entouré par des militants "conscients" qui lui disaient : "mais non, pas antisémite, antisioniste"³⁸. » En quelque sorte, ces militants anticipaient sur la stratégie actuelle de Jean-Luc Mélenchon qui tente à son tour de mobiliser en France une jeunesse, en particulier d'origine nord-africaine, sur le thème de la Palestine.

La mouvance anarcho-nihiliste typique de Mai 68 n'était pas en reste. Le 3 février 1969, l'hebdomadaire satirique *Hara-Kiri* – « Bête et méchant » – consacra dans son premier numéro une pleine page où l'humour grinçant de Reiser évoquait la pendaïson le 27 janvier 1969 de quatorze « espions israéliens » dont onze Juifs, mise en scène par le régime baasiste d'Irak qui avait appelé la population à venir y assister et à fêter l'événement, poussant la communauté juive à fuir le pays. Mais en septembre 1970, le pourtant sympathique « rital » anarchiste Cavanna signait un article violemment antisioniste :

« Que des gens éparpillés un peu partout sur le globe aient eu un beau jour l'envie de quitter leurs pays d'origine, où ils étaient souvent brimés, parfois persécutés, toujours mal assimilés aux communautés nationales en raison de coutumes exotiques et d'une religion exclusive auxquelles

37. *La Cause du Peuple*, 31 octobre 1969. Le *fedaï* est le combattant qui se sacrifie pour une cause.

38. *L'Arche*, n°551-552, janvier-février 2004, p. 32.

ils se cramponnaient et qui faisaient d'eux, partout, des étrangers, que ces gens-là aient décidé de se regrouper et de fonder une nation enfin souveraine chez elle [...] pourquoi pas ? Mais pourquoi précisément en Palestine [...] ³⁹. »

Les lapsus sont magnifiques ! « Parfois persécutés » : pas un mot sur le génocide, rien sur Auschwitz, rien sur les chambres à gaz. « Toujours mal assimilés » : rien sur l'antisémitisme chrétien – catholique comme protestant (voir Luther) –, ni sur l'antisémitisme musulman – et le statut du *dhimmi*, celui qui doit se soumettre au musulman, sans oublier d'innombrables pogroms –, rien non plus sur l'antisémitisme moderne européen symbolisé par l'affaire Dreyfus ! Avec à la clef la grille d'analyse anticolonialiste développée par Césaire, Fanon et Sartre. En un an et demi, le positionnement de *Hara-Kiri* sur la situation des Juifs avait bien évolué. De leur côté, les chrétiens de gauche adoptèrent la même problématique propalestinienne et Jean Bauberot publiait en 1970 un ouvrage intitulé *Le tort d'exister. Des Juifs aux Palestiniens*, qui confirmait le transfert de victimisation.

Le 17 septembre 1970, le roi Hussein de Jordanie ordonna à son armée d'attaquer les camps palestiniens et les *fedayins* furent contraints de fuir au Liban. En réaction à cette opération, le 5 septembre 1972 lors des Jeux olympiques de Munich, onze athlètes israéliens furent pris en otages puis assassinés par le groupe Septembre noir. Edwy Plenel, alors « journaliste » à *Rouge* – l'hebdomadaire de la Ligue communiste trotskiste –, écrivait sous pseudonyme : « L'action de Septembre noir a fait éclater la mascarade olympique et a bouleversé les arrangements à l'amiable que les réactionnaires arabes s'apprêtaient à conclure avec Israël. [...] Aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir. Nous devons défendre inconditionnellement face à la répression les militants de cette organisation. » Inconditionnellement ! En 2018, Plenel tenta de s'expliquer : « [...] cette position, que je récusé fermement aujourd'hui, [...] n'avait rien d'exceptionnel dans l'extrême gauche de l'époque, comme en témoigne un article de Jean-Paul Sartre [...] sur Munich dans *La Cause du peuple-J'accuse* du 15 octobre 1972 ⁴⁰. » On retrouve ce type de raisonnement aujourd'hui dans les milieux supposés défendre la cause palestinienne. En réalité, la position de Sartre sur le conflit du Moyen-Orient a fort varié. Après avoir soutenu la création d'Israël, et en prévision d'un numéro spécial des *Temps modernes*, il se rendit en février 1967 en Égypte, où il rencontra Nasser, puis en mars à Gaza et en Israël. Ses conclusions étaient balancées : il soutenait « en même temps » le droit à la reconnaissance de la souveraineté d'Israël

39. Cavanna, « Rikki-tikki-tawi », *Hara-Kiri Hebdo*, n°87, 28 septembre 1970.

40. *Libération*, 4 avril 2018. *La Cause du peuple-J'accuse* était le journal de la Gauche prolétarienne.

sur son territoire, et le droit des réfugiés palestiniens à revenir sur le leur. En conséquence, il déçut aussi bien ses admirateurs israéliens et juifs, qu'arabes et palestiniens. Mais il fut rattrapé par l'Histoire et la guerre des Six Jours consomma son divorce avec des intellectuels arabes.

Mais les attentats palestiniens de Munich en 1972 ont marqué son revirement : « Les Palestiniens n'ont pas d'autre choix, faute d'armes, de défenseurs, que le recours au terrorisme. [...] L'acte de terreur commis à Munich, ai-je dit, se justifiait à deux niveaux : d'abord, parce que tous les athlètes israéliens aux Jeux olympiques étaient des soldats [évidemment sans armes !], et ensuite, parce qu'il s'agissait d'une action destinée à obtenir un échange de prisonniers⁴¹. » Le philosophe revenait ainsi à sa préface du texte de Fanon en 1961 où il écrivait cette phrase mémorable : « Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre »⁴². Avec cette sémantique chère aux régimes totalitaires : « abattre », « supprimer », chez Staline « liquider » ou « appliquer la peine maximale », chez Hitler « solution finale » en réalité exterminer des innocents.

Ce positionnement des anti-impérialistes ne fut pas sans susciter des réactions parmi lesquelles il faut signaler les essais de Jacques Givet⁴³, qui ont conservé leur intérêt du fait de la permanence d'un discours « antisioniste » qui, déjà, usait du retournement de l'accusation de nazisme contre les Israéliens. Ainsi que celle du philosophe Vladimir Jankélévitch dans son essai *L'Imprescriptible* : « L'« antisionisme » est à cet égard une introuvable aubaine, car il nous donne la permission et même le droit et même le devoir d'être antisémite au nom de la démocratie ! L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. Et si les juifs étaient eux-mêmes des nazis ? Ce serait merveilleux. Il ne serait plus nécessaire de les plaindre ; ils auraient mérité leur sort⁴⁴. »

La proximité de l'extrême gauche avec les groupes palestiniens eut pour elle trois conséquences : l'acclimater à l'assassinat terroriste, amorcer un effacement progressif de la mémoire de la Shoah, puis favoriser dans l'imaginaire révolutionnaire le remplacement du peuple juif, martyr spécifique du nazisme, par celui du peuple palestinien, martyr du « fascisme judéo-israélien ». Le cas le plus extrême fut celui de la Fraction armée rouge allemande – connue sous le nom de Bande à Baader –, formée de quelques

41. Cité par Reda Merida, *Middle East Eye*, 25 avril 2020.

42. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Préf. de Jean-Paul Sartre, La Découverte, [1961], 2024, p. 29.

43. Jacques Vichniac [1917-2004], autre nom de Jacques Givet, *La Gauche contre Israël ?*, op. cit., suivi dix ans plus tard de *Israël et le génocide inachevé*, Plon, 1979.

44. Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible*, [1971], Le Seuil, « Points », 1986, p. 19-20.

dizaines d'activistes entraînés militairement dans un camp du Fatah en Jordanie à l'été 1970, qui participèrent directement à des attentats terroristes palestiniens, le tout sous le contrôle discret de la Stasi – la police politique de l'Allemagne communiste. L'ex-terroriste allemand membre des Cellules révolutionnaires, Hans-Joachim Klein, a montré comment le terroriste Carlos et le FPLP fascinaient de jeunes révoltés grâce à leurs armes et à leur argent, jusqu'à ce que « la violence révolutionnaire dégénère en métier, devenant le commerce assassin de comparses cyniques et névrosés »⁴⁵. Il a expliqué son abandon de la lutte armée quand il eut vent d'un projet d'assassiner deux responsables juifs de Francfort et de Berlin⁴⁶. Vingt-cinq ans après la fin du génocide, des Allemands auraient de nouveau assassiné des Juifs, mais cette fois-ci des Allemands d'extrême gauche. Jean Améry, a-sioniste appartenant à la gauche allemande, a alors dénoncé ce nouvel antisémitisme, interpellant ces « juifs de gauche » mithridatisés par un marxisme-léninisme fossilisé : « Ce qui est certain : l'antisémitisme, contenu dans l'anti-israélisme ou l'antisionisme comme l'orage l'est dans le nuage, est de nouveau honorable. » Constat amer d'un rescapé de la Shoah⁴⁷.

IV. D'UNE EXTRÊME GAUCHE ANTISIONISTE RADICALE À L'ÉMERGENCE DU NÉGATIONNISME DE LA SHOAH

L'automne 1973 fut marqué par un double évènement qui est une date symbole du niveau d'antisémitisme, en relation avec les événements du Moyen-Orient. En effet, le 6 octobre, l'Égypte et la Syrie, puissamment armées par l'URSS, attaquèrent Israël par surprise. Cette guerre dite du Kippour dura trois semaines avant que les États-Unis et l'URSS n'imposent un cessez-le-feu. C'est alors que le président égyptien, Anouar el-Sadate, prit une initiative historique : il proposa de se rendre en visite officielle en Israël et de signer un accord de paix. C'est sous la houlette du président américain Jimmy Carter que les deux belligérants négocièrent à Camp David en 1978 : l'Égypte reconnut Israël et s'engagea à ne plus l'attaquer, en contrepartie Israël rendit à l'Égypte le Sinaï occupé depuis la guerre des Six Jours. L'accord fut signé par deux hommes en principe irréconciliables : d'un côté Menahem Begin, ex-terroriste de l'Irgoun, groupe armé des sionistes les plus radicaux ; de l'autre Anouar el-Sadate,

45. Voir son témoignage « Quelque part, janvier 1985 », in Daniel Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Seuil, 1988, p. 144-153.

46. *La Mort mercenaire : témoignage d'un ancien terroriste ouest-allemand*, avec Jean-Marcel Bouguereau, préface de D. Cohn-Bendit, Seuil, 1980.

47. Jean Améry, *Le Nouvel Antisémitisme*, Les Belles lettres, 2025.

successeur de Nasser, qui jurait depuis des années la destruction d'Israël. Un demi-siècle plus tard, les accords de Camp David sont toujours respectés mais Sadate les a payés de sa vie, assassiné le 6 octobre 1981 par des membres du *Jihad* islamique égyptien, fondé par d'ex-membres des Frères musulmans.

La guerre du Kippour aurait pu susciter en France des tensions entre la communauté des travailleurs immigrés algériens, souvent victimes d'actes racistes, et les Juifs. En particulier parmi les 150 000 Juifs chassés d'Algérie où pourtant une partie de leur communauté était présente bien avant la conquête arabo-musulmane. Or, étrange coïncidence dont seule l'Histoire a le secret, le 18 octobre 1973, Gérard Oury sortit son film *Les Aventures de Rabbi Jacob*, une parabole menée à un train d'enfer par Louis de Funès qui raconte l'histoire d'une possible réconciliation entre des peuples et des communautés hostiles les uns envers les autres. Le film rencontre un triomphe populaire et la critique est à l'unisson, à l'exception des *Cahiers du cinéma*, fief de la Nouvelle Vague qui, après 1968 et sous l'influence de Jean-Luc Godard et de la revue *Tel quel*, avait viré au maoïsme. Réagissant à une interview de Gérard Oury dans *Libération*, *Les Cahiers* condamnèrent, dans la meilleure langue de bois, ce « cinéma comique réactionnaire français » : « Pour nous, la tâche de *Libération*, c'est de participer activement en tant que journal de la constitution du camp du peuple. [...] on lui demande d'essayer – dans chaque cas concret – de délimiter où est l'ennemi et où commence le camp du peuple [...] »⁴⁸. Une telle rhétorique entre en résonance aujourd'hui avec celle de Jean-Luc Mélenchon et ses comparses⁴⁹. Rappelons qu'Oury – Houry Tennenbaum – était juif et avait, pendant l'Occupation, été contraint, pour échapper aux persécutions, de fuir Paris jusqu'en Suisse.

C'est dans ce contexte qu'une nouvelle expression d'antisémitisme émergea à l'extrême gauche, le négationnisme du génocide des Juifs d'Europe, sous la houlette de Paul Rassinier, un ex-adhérent du PCF puis de la SFIO, qui avait semé les premières graines en 1950 avec *Le Mensonge d'Ulysse*⁵⁰. Bientôt récupéré par l'extrême droite, il fréquentait aussi la mouvance anarchiste et le groupe Noir et Rouge dont Jean-Gabriel Cohn-Bendit – frère aîné de Daniel – était un responsable au milieu des années 1960. Or, au moment même des accords de Camp David, un universitaire spécialiste de littérature, Robert Faurisson, entra en contact avec Rassinier et en développa les thèses. En 1978, il publia dans la revue d'extrême droite *Défense de l'Occident*, un article où, sans nier l'existence des chambres à gaz,

48. Commentaire des *Cahiers du cinéma* paru dans *Libération*, le 15 novembre 1973.

49. Voir Jean-Luc Mélenchon, *L'ère du peuple*, Fayard, 2014 ; et Julien Talpin (coordinateur), *Nouveau peuple, nouvelle gauche*, avec un entretien de Jean-Luc Mélenchon, Éditions Amsterdam, 2025.

50. Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, Éditions Bressanes, 1950 ; réédition La Vieille Taupe, 1979.

il prétendit qu'elles n'avaient servi qu'à épouiller des vêtements et non à assassiner des personnes. Et il parvint à en publier une version courte dans le quotidien *Le Monde*, inaugurant avec les historiens une de ces violentes polémiques dont il raffolait⁵¹.

Faurisson bénéficia du soutien d'activistes de *La Vieille Taupe*, une librairie d'obédience marxiste antistalinienne dirigée par Pierre Guillaume, et de J.-G. Cohn-Bendit au nom de la liberté d'expression. Il fut relayé par Serge Thion, un sociologue, chercheur au CNRS et militant anticolonialiste d'extrême gauche ; ce spécialiste du Cambodge où il se rendit clandestinement dans les zones tenues par les Khmers rouges jusqu'à leur prise de pouvoir en 1975, était devenu un fervent défenseur de Pol Pot et de son régime après la chute de celui-ci en 1980. En avril 1980, Thion publia à La Vieille Taupe son ouvrage *Vérité historique ou vérité politique ? Le dossier de l'affaire Faurisson. La question des chambres à gaz* ; il donnait ainsi une caution universitaire au courant négationniste. Au même moment, Faurisson publia à La Vieille Taupe son *Mémoire en défense*, préfacé par le linguiste américain Noam Chomsky, nouvelle référence intellectuelle de l'ultra-gauche au moment même où, en avril, Sartre rejoignait le cimetière du Montparnasse : l'une des cinq couronnes mortuaires était celle de l'Amicale des Algériens en Europe, émanation du FLN.

Désormais, le négationnisme du génocide des Juifs – sous diverses formes – devint un courant de pensée porté par Pierre Guillaume, un militant marxiste très actif en mai 68, qui découvrit *Le Mensonge d'Ulysse*, puis un texte publié en 1960 dans *Programme communiste*, revue de l'obscur Parti communiste international fondé par l'Italien Amadeo Bordiga. Intitulé *Auschwitz ou le grand alibi* – « alibi », un mot aussi utilisé par le FDPLP dans sa propagande⁵² –, ce texte ne nie pas le génocide mais en présente une interprétation marxiste fantaisiste : c'est le « grand capital allemand » qui l'aurait organisé pour détourner la classe ouvrière de sa lutte fondamentale contre le capitalisme, exonérant du même coup les nazis et leur idéologie raciale.

Guillaume ne cessa de nourrir le courant négationniste. En décembre 1980, il permit à Faurisson de s'exprimer en direction d'un large public : « Les “prétendues chambres à gaz” hitlériennes et le prétendu “génocide” des Juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier⁵³. » Ces thèses, présentées sous

51. « Le problème des chambres à gaz, ou la rumeur d'Auschwitz », *Le Monde*, 29 décembre 1978.

52. « [...] en utilisant les crimes du fascisme national-socialiste comme alibi pour simplement taxer la politique de la bourgeoisie nationale arabe d'antisémitisme [...] ». », voir note 30.

53. Interview par Ivan Levai sur Europe1 le 17 décembre 1980.

une caution pseudo-académique par des universitaires – littéraires, philosophes, sociologues, linguistes – non spécialistes du métier d'historien, ont été très vite reprises par les islamistes⁵⁴. Nombre de publications d'ultra-gauche – *La Jeune Taupe*, *La Guerre sociale*, *Le Frondeur* – ou de tracts circulaient et entretenaient l'idée d'un mensonge juif et israélien sur la Shoah. Ainsi, dans sa 3^e livraison de juin 1979, *La Guerre sociale* publia un article intitulé « De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps » qui expliquait que la mort des Juifs n'était pas le résultat d'une idéologie raciale exterminationniste mais de la surexploitation par le capitalisme dans les camps nazis.

Ce déni de l'antisémitisme nazi rejoignait ainsi la déclaration de Louis Darquier de Pellepoix, l'ancien dirigeant du Commissariat aux questions juives créé par l'occupant allemand en mai 1942, condamné à mort par contumace en 1947 et réfugié en Espagne : « Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux »⁵⁵.

V. L'IRRUPTION DE LA RÉVOLUTION ISLAMISTE

En 1979, trois événements majeurs symbolisèrent une nouvelle progression de l'antisémitisme qui devint un vecteur essentiel de l'islam politique radical en pleine expansion. Ce fut d'abord le 11 février en Iran, la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeini qui proclama la révolution islamique, une dictature théocratique chiite instaurant la *charia* et lançant des *fatwas* – par exemple contre l'écrivain Salman Rushdie. Dotée d'un État, la République islamique d'Iran allait employer tous les moyens dont elle disposait pour étendre son influence, en particulier au Liban avec le Hezbollah qui proclama comme objectif la destruction d'Israël mais aussi avec le Fatah de Yasser Arafat, premier étranger à être reçu par l'ayatollah Khomeini après sa prise de pouvoir.

Puis à la Mecque le 20 novembre 1979, un groupe de fondamentalistes tenta sans succès de s'emparer par la force de la Grande Mosquée et de la Kaaba, cœur du monde musulman. Les discours de Khomeini attribuèrent ce coup de force aux États-Unis et provoquèrent des attaques d'ambassades américaines en Iran, au Pakistan, en Libye, en Turquie, au Bangladesh et au Koweït. Khomeini décréta alors que les États-Unis étaient « le grand Satan » et Israël « le petit Satan ». Enfin, en décembre 1979, l'Armée rouge

54. Sur cette histoire du négationnisme, voir Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Seuil, 2000.

55. *L'Express*, 28 octobre 1978.

envahit l'Afghanistan pour venir au secours d'un pouvoir communiste, ce qui provoqua en retour une puissante résistance et en particulier une forte mobilisation islamiste.

L'ensemble du monde musulman entra en ébullition, y compris dans les communautés musulmanes vivant dans le monde occidental, comme le souligne Ladan Borumand : « Ces trois événements qui paraissaient disparates puisqu'ils intervenaient dans des contextes politiques et culturels, voire religieux, très différents – des Persans chiites, des Arabes sunnites, des Pachtoune d'Afghanistan – se nourrissaient néanmoins d'une même idéologie islamiste dont la source était à rechercher chez les Frères musulmans égyptiens et leur programme⁵⁶. » Des Frères fondés en 1928 par l'instituteur et théologien égyptien Hassan al-Banna, aux positions radicales : « Tant que la philosophie de la mort contenue dans le Coran ne s'est pas substituée à "l'amour de la vie" qui a englouti les musulmans, ils n'accéderont à rien. La victoire ne vient qu'avec la maîtrise de "l'art de la mort"⁵⁷. » Très vite, ce type de discours répandu tant dans certains quartiers que dans des salles de prière improvisées, voire jusqu'en prison, infusa en France, en particulier dans une fraction de la jeunesse d'origine maghrébine, et déboucha sur des passages à l'acte. Ainsi, né en 1971 en Algérie mais élevé à Vaulx-en-Velin, Khaled Kelkal qui avait versé dans la délinquance, se radicalisa en prison puis fut impliqué dans plusieurs attentats, dont l'assassinat d'un imam parisien « modéré ». Le 7 septembre 1995, il gara une voiture piégée devant l'école juive de Villeurbanne (14 blessés), avant d'être abattu par la police.

Le grand basculement d'un antisémitisme inscrit dans la mouvance marxiste révolutionnaire et anticolonialiste à celui désormais porté par la révolution islamique fut symbolisé de manière spectaculaire par un personnage emblématique : le terroriste Carlos. Né au Venezuela en 1949, ce fils de bonne famille prénommé par son père Ilitch – comme Lénine – fut un responsable communiste, puis fréquenta Cuba avant de passer à Moscou d'où il émigra vers le groupe palestinien du FPLP. Il y fut chargé des attentats en Europe, d'abord en Grande-Bretagne puis en France (15 septembre 1974 au Drugstore, 2 morts, 34 blessés ; 13 janvier 1975, attaque ratée au lance-roquette à Orly contre un avion d'El Al) et enfin en Autriche (21 décembre 1975, prise en otages de onze ministres de l'OPEP, avec le concours des Cellules révolutionnaires allemandes). Arrêté au Soudan en 1994 et transféré en France, défendu par Jacques Vergès, il fut condamné à la perpétuité. Or, en octobre 2001, après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, il rendit hommage à Ben Laden, se convertit à l'islam et publia en 2003 son autobiographie

56. L. Borumand, *op. cit.*

57. Richard Mitchell, *The society of Muslim Brothers*, Londres, Oxford University Press, 1969, p. 207.

intitulée *L'Islam révolutionnaire*⁵⁸. Estimant que la révolution communiste avait échoué, il écrivait : « J'accuse l'Occident d'avoir failli à sa mission révolutionnaire », mission désormais dévolue à l'islamisme politique et radical. Il prônait un « internationalisme panislamiste » et proclamait la légitimité de l'arme du pauvre – le terrorisme, y compris l'attentat suicide.

VI. LE RENVERSEMENT MÉMORIEL

En 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République coïncida avec un renouveau des études historiques sur la persécution des Juifs en France pendant l'Occupation, sur leur participation à la Résistance et sur la mémoire du génocide. Elles étaient portées à la fois par les travaux anciens du CDJC – Centre de documentation juive contemporaine, créé durant l'Occupation – et par une nouvelle génération d'historiens – Jean-Pierre Azéma, Philippe Burrin, Anne Grinberg, Renée Poznanski, Henri Rousso, Annette Wieviorka, pour n'en citer que quelques-uns. Le thème du génocide fut surtout renouvelé par les recherches inédites de Serge Klarsfeld, Juif d'origine roumaine, diplômé d'histoire de la Sorbonne, de Sciences Po et docteur ès Lettres. Cet avocat dont le père avait été assassiné à Auschwitz, allait consacrer sa vie à l'histoire et la mémoire du génocide et à la recherche des criminels nazis en fuite après la chute du III^e Reich. En 1978, il publia *Le Mémorial de la déportation des Juifs de France* qui, sur la base d'archives, recensait les noms des 76 000 déportés et les classait par convois. Dès lors, il enchaîna l'édition de nombreux travaux qui documentaient toujours plus la réalité du génocide, tout en insistant sur la responsabilité du gouvernement de Vichy⁵⁹.

Cependant, ces progrès dans la connaissance de la « solution finale » se heurtèrent à une mise en cause venant de divers courants, apparemment opposés, d'extrême droite et d'ultra-gauche. Ce regain d'intérêt historique coïncida avec l'entrée du Front national à l'Assemblée nationale avec trente-cinq députés lors des élections législatives de 1986. Le FN était alors un parti d'extrême droite en pleine ascension qui avait déjà recueilli 11 % des voix lors des élections européennes de 1984. Son fondateur, président et leader incontesté, Jean-Marie Le Pen chercha à se rendre respectable en passant par les États-Unis où, au début de 1987, il participa

58. Carlos, *L'Islam révolutionnaire*, éditions du Rocher, 2003. Voir aussi Yolène Dillas-Rocherieux, « Communisme, révolution, islamisme, le credo d'Ilich Ramirez Sanchez », *Le Débat*, février 2004.

59. En particulier *Vichy-Auschwitz*, t. 1 : 1942 : le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France, Fayard, 1983 ; t. 2 : 1943-1944.

à New York à un dîner organisé par le Congrès juif mondial, au cours duquel il prononça un discours pro-israélien. Le 13 septembre 1987, fort de sondages qui lui attribuaient 18 % des intentions de vote, il fut l'invité de l'émission phare le Grand Jury RTL-*Le Monde* au cours de laquelle il déclara que pour lui les chambres à gaz n'étaient qu'un « point de détail dans l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale » ; reprenant la rhétorique des négationnistes, il ajouta : « Ce n'est pas une vérité éprouvée à laquelle tout le monde doit croire. [...] Je n'en ai jamais vu ». Cette déclaration, qui provoqua un tollé et s'attira des réponses d'historiens⁶⁰, semblait renvoyer définitivement l'antisémitisme à l'extrême droite, ce qui n'empêcha pas Le Pen d'obtenir plus de 14 % des voix à l'élection présidentielle de 1988, et de provoquer une forte montée de tension avec la gauche et surtout l'extrême gauche qui dénonçaient le danger « fasciste ».

Mais déjà la France était meurtrie par des attentats commis par des groupes palestiniens. Le 3 octobre 1980, la synagogue de la rue Copernic à Paris fut visée (4 morts et 46 blessés). Ce premier attentat contre des Juifs depuis 1944 fut d'emblée attribué à l'extrême droite, alors qu'en novembre 1980 les services allemands avaient informé la France de la piste du FPLP. Le 9 août 1982, le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers à Paris, fut attaqué par un commando du groupe Abou Nidal⁶¹ – 6 morts, 22 blessés – inféodé à la Syrie de Hafez el-Assad où, depuis 1954, se cachait, sur recommandation du Grand Mufti de Jérusalem, le SS Alois Brunner⁶². Le pouvoir attribua l'attaque aux « Irlandais de Vincennes » et refusa de suivre la piste d'Abou Nidal qui en 1981 avait attaqué les synagogues de Vienne, de Bruxelles et de Rome, et qui collaborait avec le néo-nazi allemand Odfried Hepp, lui-même agent de la Stasi de l'Allemagne communiste.

D'emblée, un fort relent antisémite se fit sentir à l'extrême gauche. En effet, Siné, dessinateur bien connu pour ses opinions anticolonialistes, anticapitalistes, antisionistes et anarchistes, membre de l'équipe de *Charlie Hebdo*, déversa sa bile sur Radio Carbone 14 en août 1982 :

« Je suis antisémite depuis qu'Israël bombarde. Je suis antisémite et je n'ai plus peur de l'avouer. Je vais faire dorénavant des croix gammées sur tous les murs... Rue des Rosiers, contre Rosenberg-Goldenberg, je suis pour... On en a plein le cul. Je veux que chaque Juif vive dans la peur, sauf s'il est propalestinien... Qu'ils meurent ! Ils me font chier... Ça fait deux mille ans qu'ils nous font chier... ces enfoirés... Il faut les euthanasier...

60. Par exemple Stéphane Courtois, Adam Rayski [dir.], « Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs 1941-1945 », La Découverte, 1987. Cet ouvrage publiait tous les articles concernant la persécution, puis l'extermination des Juifs, parus dans la presse clandestine de la section juive de la MOI du PCF à partir de fin août 1941, après l'appel lancé par Radio Moscou qui dénonçait l'extermination des Juifs en URSS occupée.

61. L'Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes.

62. Adjoint d'Adolf Eichmann et responsable de l'extermination de centaines de milliers de Juifs, dont 25 000 déportés de France.

Soi-disant les Juifs qui ont un folklore à la con, à la Chagall de merde... Y a qu'une race au monde... Tu sais que ça se reproduit entre eux, les Juifs... C'est quand même fou... Ce sont des cons congénitaux⁶³ ».

Siné fut condamné le 12 février 1985 pour « provocation à la discrimination, la haine ou la violence raciale », même s'il avait présenté ses excuses et expliqué avoir proféré ces propos alors qu'il était très alcoolisé – mais n'est-ce pas une circonstance aggravante, l'alcool libérant la parole ?

Le 9 décembre 1987 éclatait en Cisjordanie la première *intifada* – « soulèvement populaire » en arabe – qui, après de nombreuses violences réciproques entre Israël et l'OLP, aboutit aux accords d'Oslo de 1993. C'est dans ce climat passionnel où l'extrême gauche et une partie de la gauche soutenaient les Palestiniens, que le 18 septembre 1989, trois élèves d'origine marocaine portant un voile furent refoulées d'un collège de Creil, dans l'Oise. Le principal, un Martiniquais fils d'instituteurs, qui parlait l'arabe, avait vécu au Maroc et connaissait bien l'islam, comprit vite. Après la fatwa de Khomeini, le 14 février 1989, contre Salman Rushdie, il était confronté à une tentative d'activistes islamistes contre la laïcité à l'école. Il refusa les accommodements proposés avec insistance tant par la mairie socialiste que par le rectorat⁶⁴, et l'affaire, devenue nationale, allait fracturer la gauche, entre les tenants de la laïcité et ceux qui, sous couvert de liberté individuelle et de « droit à la différence », favorisaient un entrisme islamiste – en particulier salafiste – déjà très actif.

Ainsi, Malek Boutih, vice-président de SOS Racisme, établissant une fausse symétrie avec le sort des Juifs, dénonça dans *L'Humanité* du 6 octobre 1989 « une volonté de mettre l'islam au ghetto » et des « relents de racisme ». La querelle opposa Danielle Mitterrand – favorable au respect des « traditions » et donc à l'acceptation des filles voilées – et Marie-Claire Mendès-France qui l'accusait d'y favoriser l'imposition de la *charia*. Le 22 octobre se tint à Paris une manifestation en faveur du voile à l'école, appelée par la radio La Voix de l'Islam, à laquelle participèrent deux petits-enfants de Maurice Thorez convertis à l'islam – Catherine, dite Latifa, et Clément, dit Abderrahmane. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, s'étant prononcé en faveur du voile, plusieurs intellectuels réagirent dans le *Nouvel Observateur*⁶⁵.

63. Chloé Leprince, « Siné: 79 ans de dérapage plus ou moins contrôlé [archive] », sur nouvelobs.com, Rue89.

64. Voir son interview très significative par Laurent Valdigué dans *Marianne* du 13 septembre 2019.

65. Élisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler, « Profs, ne capitulons pas ! », *Nouvel Observateur*, 2 novembre 1989.

Cependant, l'affaire fit long feu : le roi du Maroc intima l'ordre au père de famille, ressortissant marocain, de cesser sa provocation. Néanmoins, en assurant la promotion d'un islamisme délibérément tourné contre la laïcité et les principes républicains, cette affaire devait contribuer à la critique de la République émancipatrice des Juifs. Ce qui pèserait à l'avenir dans la perception et de l'islam et du judaïsme dans la société française.

Au sein du MRAP, qui avait en 1977 supprimé « l'antisémitisme » de son intitulé et se nommait désormais Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples⁶⁶, la question suscita une polémique. Le comité de Marseille, confronté à une forte population d'origine maghrébine, s'étonna que le MRAP « puisse soutenir une attitude obscurantiste et sexiste vis-à-vis des femmes musulmanes ». Ce comité était dirigé par Baya Bouhouné-Jurquet, une vieille militante du Parti communiste algérien et compagne de Jacques Jurquet, leader du Parti communiste marxiste-léniniste de France, soutenu par la Chine de Mao, qui en août 1978 avait été reçu officiellement par Pol Pot. Face à un tel milieu politique, on ne peut que s'interroger sur les motivations réelles de ces prises de position. De son côté, en novembre 1989, le Conseil d'État avait déclaré compatibles port du voile à l'école et laïcité, et il fut suivi par le ministre de l'Éducation nationale, Lionel Jospin.

C'est dans ce climat tendu qu'éclata un coup de tonnerre. Alors que le 9 mai 1990, J.-M. Le Pen intervenait dans l'émission *L'Heure de vérité* où il déclara que les Juifs avaient trop de pouvoir dans la presse – « comme les Bretons dans la Marine » ! –, on découvrit le lendemain matin que 34 sépultures juives du cimetière de Carpentras⁶⁷ avaient été profanées et qu'un homme, récemment inhumé, avait été extrait de son caveau et de son cercueil et jeté sur une autre tombe. Le scandale était immense et le ministre de l'Intérieur, le socialiste Pierre Joxe, se rendit immédiatement à la synagogue de Carpentras et dénonça « le racisme, l'antisémitisme et l'intolérance ». Cette fois encore, toutes les gauches et extrêmes gauches manifestèrent unies dans toute la France ; à Paris, la manifestation réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont toute la classe politique – à l'exception du FN – avec pour la première fois dans l'histoire de la République, la présence du président Mitterrand.

L'émotion fut si forte que le député communiste Jean-Claude Gayssot, l'un des dirigeants du PCF, réussit à faire voter en urgence une loi, promulguée le 13 juillet 1990, qui réprimait tout acte raciste, antisémite ou xénophobe,

66. « L'amitié entre les peuples » fut jusqu'en 1991 l'expression consacrée de la langue de bois communiste pour signifier la solidarité avec l'URSS et le camp communiste.

67. Lorsque la papauté s'installa en Avignon au xiv^e siècle, dans le Comtat Venaissin, elle autorisa les Juifs, à y résider sous certaines conditions, constituant ainsi la deuxième communauté de France avec celle des Juifs alsaciens. De nombreuses familles assimilées et connues en sont issues (Alphandéry, Astruc, Crémieux, Lattès, Lion, Milhaud, Naquet, Ravel, Valabrègue, etc.).

et dont l'article 9 apportait un complément à la loi de 1881 sur la liberté de la presse : « Seront punis des peines prévues [...] ceux qui auront contesté [...] l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international [...] ». Or, si cet article 6 du Tribunal de Nuremberg définit le crime contre l'humanité, il n'évoque pas le crime plus spécifique du génocide dont la valeur juridique a été reconnue en décembre 1948 par une Convention de l'ONU votée à l'unanimité.

Cette opération politique provoqua d'emblée de nombreuses oppositions, d'une large partie de la droite, y compris Simone Veil, mais surtout du milieu des historiens, tous bords confondus, de Madeleine Rebérioux, militante anticolonialiste proche du PCF puis de François Mitterrand, à l'ex-stalinienne et éditorialiste au *Figaro* Annie Kriegel – en passant par Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, François Furet ou Pierre Nora – qui tous refusaient une « judiciarisation » de l'histoire. La suite leur donna raison tant la loi Gayssot avait ouvert la voie à l'instauration de lois « mémorielles » où le « devoir de mémoire » instrumentalisé par des politiques remplace le travail des professionnels de la critique historique.

La preuve en fut donnée très vite quand se constitua un comité autoproclamé « Vél' d'Hiv 42 », formé d'une dizaine d'ex-communistes et gauchistes revenus à une judéité qu'ils avaient oubliée ou ignorée depuis trois décennies au bénéfice de leur adhésion à la lutte des classes et à l'anticolonialisme⁶⁸. Comme tout néophyte, ils étaient d'autant plus agressifs et fiers de l'être et, dans *Le Monde* du 17 juin 1992, ils publièrent un texte exigeant qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv, le président Mitterrand « reconnaisse et proclame officiellement [...] que l'État français de Vichy » était responsable de persécutions et de crimes contre les Juifs de France. Ils semblaient ignorer qu'entre 1940 et 1944, entre 350 000 et 500 000 soldats allemands, selon les moments, occupaient le pays et que la rafle du Vél' d'Hiv résultait d'une pression intense et menaçante des services du SS Eichmann qui, dans le plus grand secret, était en train de mettre en œuvre la « solution finale de la question juive ».

Pour le Comité Vél' d'Hiv 42, c'était « une exigence de la mémoire collective française malade de ce non-dit ». Un non-dit que pourtant des historiens documentaient depuis des décennies⁶⁹ et que les médias diffusaient, en particulier depuis le procès Eichmann à Jérusalem en 1961-62.

68. Anna Senik, *L'histoire mouvementée de la reconnaissance officielle des crimes de Vichy contre les Juifs*, Préface de Jean-Pierre Le Dantec, l'Harmattan, 2013. Le Dantec était le directeur de publication de *La Cause du peuple* en 1970. Anna Senik est la fille d'un membre de l'UJRE, cette organisation juive du PCF qui s'illustra en relayant bruyamment la campagne antisémite inaugurée à Moscou, puis lors du procès de Prague en 1948 et de l'affaire des blouses blanches en 1953.

69. Le grand spécialiste Raul Hilberg, juif d'origine autrichienne réfugié aux États-Unis, avait publié son grand œuvre fondé sur les archives du III^e Reich, *La Destruction des Juifs d'Europe*, en 1961.

En réalité, ces ex-soixante-huitards instrumentalisaient les victimes juives pour régler leurs comptes « antifascistes » imaginaires avec Vichy et leurs comptes politiques avec la France « bourgeoise » et avec leur vieil ennemi, le général de Gaulle. Ils jouaient sur une culpabilisation collective et sur une « repentance », typiques de la posture morale que s'arrogent les totalitaires dans leur propagande pour stigmatiser l'adversaire. Le texte était signé par tout le gotha de la gauche intellectuelle, communiste et d'extrême gauche, trop heureuse pour beaucoup de se refaire une virginité philosémitique – y compris Siné dont on a déjà vu l'intérêt très particulier qu'il portait aux Juifs !

Le 14 juillet, le président confirma qu'il rendrait hommage aux victimes de la rafle du Vél' d'Hiv, tout en déclinant l'objurcation du Comité : « En 1940, il y eut un État français, c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République. Et c'est à cet État français qu'on doit demander des comptes. Ne demandez pas de comptes à cette République, elle a fait ce qu'elle devait. » Le 16 juillet, le président se rendit à l'emplacement du Vél' d'Hiv où il fut accueilli par des sifflets et le slogan « Mitterrand à Vichy » scandé par une petite foule mobilisée à cet effet. La réaction vint, comme un coup de tonnerre, de Robert Badinter qui, avec fureur, dit sa honte d'assister à cette contestation, puis intima l'ordre aux manifestants de se taire et, par leur silence, de respecter la mémoire des victimes. Si les gauches entraient ainsi à nouveau en conflit sur la question juive, la polémique semble avoir incité Mitterrand à reprendre la balle au bond. Le 11 novembre 1992, il fit déposer une gerbe sur la tombe du maréchal Pétain avant de promulguer le 3 février 1993 un décret instituant le 16 juillet comme « journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité dite "gouvernement de l'État français (1940-1944)" ». Des polémiques rebondirent quand en 1994 Pierre Péan publia une biographie du jeune Mitterrand où il insistait sur la fameuse photo de l'impétrant décoré de la francisque par le maréchal Pétain en 1942, et sur les relations du président avec René Bousquet, secrétaire général de la police du gouvernement de Pierre Laval au moment de la rafle du Vél' d'Hiv⁷⁰.

L'affaire semblait close, mais c'était compter sans des activistes tout gonflés de leur importance. À peine Jacques Chirac élu président, le comité Vél' d'Hiv 42 lui adressa une missive exigeant à nouveau la reconnaissance publique de la responsabilité de la France « pour des raisons de salubrité nationale » [sic]. En réponse, Chirac fit le 16 juillet 1995 une funeste déclaration : « La France, patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable ». Il faisait ainsi porter à la Nation une culpabilité collective,

70. Pierre Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand, 1934-1947*, Fayard, 1994.

confondant « la France » et ce que le général de Gaulle avait nommé « autorité de fait, se disant “gouvernement de l’État français” »⁷¹. Sa phrase était d’autant plus malheureuse que paradoxalement il rappelait que la France en guerre était à Londres depuis le 18 juin 1940 et que des milliers de Français avaient participé au sauvetage des Juifs, au risque de leur vie⁷². Une phrase récusée par Robert Badinter qui reprochait à Jacques Chirac d’avoir ainsi laissé entendre que tous les Français s’étaient mal conduits pendant l’Occupation, et d’établir ainsi une culpabilité collective qui n’avait pas lieu d’être puisque nombre de Français, même s’ils étaient minoritaires, avaient résisté, protégé et même sauvé des Juifs⁷³. Ainsi furent, par inadvertance, ouvertes toutes grandes les portes de la culpabilité collective dont une part de la classe politique fait son fonds de commerce permanent.

À cet égard, le pouvoir mitterrandien a entretenu une certaine ambiguïté. D’un côté, confronté au mouvement inédit de la Marche pour l’égalité et contre le racisme, dite aussi « Marche des Beurs », qui mobilisa à l’automne 1983 des milliers de jeunes issus de l’immigration maghrébine, l’Élysée pilota et soutint financièrement la création, en 1984, de l’association SOS Racisme. Menée par une équipe d’ex-trotskistes de la LCR – Julien Dray, Harlem Désir, Gérard Filoche – et campée sur des positions laïques, celle-ci était censée combattre tant l’extrême droite que les conceptions « communautaristes » de l’antiracisme ; elle militait pour une « République métissée » et le « multiculturalisme » au nom du « droit à la différence » et avec le slogan « Touche pas à mon pote »⁷⁴. Un « droit à la différence » dont les islamistes ne tardèrent pas à s’emparer pour développer leur propagande.

D’un autre côté, toute la gauche milita pour la mise en œuvre de trois procès très médiatisés qui relancèrent les controverses sur l’histoire des persécutions antisémites en France occupée, d’autant qu’en 1988 Jean-Marie Le Pen stigmatisa le ministre Durafour d’un insupportable « Durafour crématoire ». Le premier procès visa, de mai à juillet 1987, le SS Klaus Barbie qui avait arrêté Jean Moulin, avait combattu la Résistance et organisé la déportation de plusieurs centaines de Juifs. Ayant refait sa vie sous fausse identité en Bolivie, il en fut extradé sur pression, entre autres, du couple Klarsfeld, puis défendu par Jacques Vergès – soutien inconditionnel du FLN pendant la guerre d’Algérie – et condamné à la prison à perpétuité.

71. Ordonnance du 9 août 1944.

72. 4 206 Justes parmi les Nations ont été identifiés et honorés par le mémorial de Yad Vashem.

73. Voir l’entretien d’Élisabeth Badinter dans *Le Point* du 2 octobre 2025.

74. Serge Malik, *Histoire secrète de SOS Racisme*, Albin Michel, 1990.

En mars-avril 1994 se tint le procès de Paul Touvier, un membre de la Milice lyonnaise responsable de l'assassinat de Victor Basch et de sa femme – ex-président de la Ligue des droits de l'homme –, et de sept Juifs. Condamné à mort par contumace en 1946, protégé par certains milieux catholiques, Touvier fut gracié en 1971 par le président Georges Pompidou. Cette grâce incita les maoïstes de la Gauche prolétarienne, alors engagés dans des actions de lutte armée au nom de la Nouvelle Résistance populaire, à annoncer qu'ils l'avaient « condamné » et allaient l'exécuter, mais sans succès. Après de complexes péripéties judiciaires touchant à la définition même du crime contre l'humanité et de son imprescriptibilité, Touvier fut condamné à la prison à perpétuité.

Le troisième procès fut celui de Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde accusé d'avoir signé des ordres de transfert vers Paris de Juifs bordelais qui furent ensuite déportés en Allemagne. En contact avec la Résistance, il avait caché un résistant juif qui en 1944 le recommanda à Gaston Cusin, le commissaire de la République nommé par le général de Gaulle. Papon poursuivit alors une brillante carrière de haut fonctionnaire, toujours nommé par des hommes de gauche, jusqu'à devenir préfet de police de Paris durant la guerre d'Algérie, chargé par le général de Gaulle de la lutte contre le FLN. À partir de 1968, il s'engagea dans une carrière politique, fut élu député puis nommé ministre du budget dans le gouvernement Raymond Barre jusqu'en 1981. C'est alors qu'entre les deux tours de l'élection présidentielle opposant Mitterrand et Giscard d'Estaing, un jeune gauchiste devenu journaliste au *Canard enchaîné* – et compagnon de l'attachée de presse du candidat Mitterrand –, Nicolas Brimo, accusa Papon d'avoir aidé les nazis à déporter des Juifs. Selon le journaliste de *l'Express* Éric Conan, spécialiste de ce domaine, la manœuvre visait à faire basculer en faveur de Mitterrand un maximum des 200 000 électeurs juifs⁷⁵. Le procès se déroula d'octobre 1997 à mars 1998, dans une grande tension politique où communistes, socialistes et gaullistes réglaient des comptes par victimes juives interposées. Condamné à dix ans de prison, Papon fut le bouc émissaire idéal chargé d'expié « l'irréparable » proclamé par le président Chirac.

Ces initiatives judicio-mémorielles portèrent un puissant coup de projecteur sur la persécution des Juifs pendant l'Occupation, et en particulier sur le rôle du gouvernement de Vichy. Elles furent soutenues avec passion par toutes les gauches, depuis les Radicaux de gauche et le PS, jusqu'au PCF et aux trotskistes, tant par *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* que par *Libération*. Pourtant, dans un entretien publié par *Le Figaro* le 25 mars 1994, la ministre Simone Veil, survivante de la déportation, déclarait :

75. Éric Conan, *Le Procès Papon : un journal d'audience*, Gallimard, 1998, p. 142.

« J'ai toujours pensé que le travail des historiens apporterait plus que des procès tardifs, surtout compte tenu de l'interprétation donnée au concept de "crime contre l'humanité". La dramatisation qui intervient lors d'un procès, grâce à une certaine personnalisation, a sans doute un effet émotionnel plus grand. Mais en tant qu'ancien magistrat, je reste perplexe quant aux moyens et à la valeur d'exemplarité d'une justice qui intervient longtemps après les crimes, alors que les témoins n'ont plus toujours des souvenirs très précis, que les magistrats et les jurés ont du mal à comprendre le contexte des faits incriminés. [...] Je reste cependant réservée quant à la notion d'imprescriptibilité, même pour des crimes contre l'humanité. »

Mais déjà certains historiens étaient contaminés par les impératifs d'un « devoir de mémoire » instrumentalisé par nombre de groupes politiques et sociaux peu soucieux de la vérité des faits et qui feront florès après le 7 octobre 2023.

VII. ROGER GARAUDY ET LA RÉACTIVATION DU COURANT NÉGATIONNISTE

C'est dans ce climat très agité qu'en 1995 Pierre Guillaume alimenta le courant négationniste en publiant un article de Roger Garaudy « Les mythes fondateurs de la politique israélienne », augmenté et republié en ouvrage en 1996⁷⁶. Agrégé de philosophie et intellectuel important du PCF, député, sénateur, membre du Comité central, Garaudy avait été très proche de Maurice Thorez et responsable de la publication en français des 44 volumes des *Œuvres* de Lénine. Exclu du parti en 1970, il entama une étonnante dérive, revint d'abord au protestantisme de sa jeunesse, puis se convertit au catholicisme et enfin à l'islam en 1982. Ses *Mythes fondateurs* étaient une violente critique du sionisme et d'Israël. Sur la forme, l'ouvrage était une compilation de citations, toutes favorables à ses thèses, dans le plus pur style stalinien, à coup de slogans et d'une rhétorique à la fois interrogative – qui appelle le lecteur à conclure lui-même dans le sens voulu – et qui renverse le sens des mots. Sur le fond, Garaudy mit en scène une série de critiques qui se voulaient radicales, de ce qu'il nommait les « mythes ». Mythes théologiques : « Terre promise ou terre conquise ? », « Le mythe du "peuple élu" », « Le mythe de Josué : la purification ethnique » – autant d'expressions propres au nazisme retournées contre les Juifs en général.

⁷⁶. Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, Samizdat-Roger Garaudy, 1996.

Puis les mythes du ^{xx}^e siècle. Celui de « l'antifascisme sioniste » l'amenait à dénoncer une alliance entre sionistes et nazis, alors que pendant la guerre le Congrès juif mondial cherchait à évacuer des Juifs en Palestine. Celui de « la justice de Nuremberg » où il s'indignait que Roosevelt – pour Hiroshima et Nagasaki –, Churchill – pour le bombardement de Dresde – et Staline n'y aient pas été condamnés ; il dénonçait une « justice des vainqueurs », thème classique de l'extrême droite nostalgique de Pétain. « Le mythe des “six millions” (Holocauste) » où il niait que Hitler eût voulu faire la guerre aux Juifs, ainsi que la mise en œuvre de la destruction des Juifs d'Europe ; au passage, il reprenait les déclarations de Darquier de Pellepoix sur les chambres à gaz qui n'auraient été destinées qu'à éliminer les poux tandis que les fours crématoires n'auraient servi qu'à brûler les corps de Juifs morts du typhus. Enfin, le mythe de « la terre sans peuple pour un peuple sans terre », reprenant l'antienne de la lutte anticolonialiste, et stigmatisant au passage Édouard de Rothschild accusé de la colonisation de l'Algérie⁷⁷. Il affirmait que la Shoah était une invention du « complot sioniste » et qu'Israël était un État raciste qui voulait exterminer les Palestiniens. Il est symptomatique qu'il n'ait jamais cité le mot « génocide » en relation avec la Convention de l'ONU de 1948 sur le génocide, et ne l'ait utilisé qu'une fois pour dénoncer Israël et « le génocide lent du peuple palestinien »⁷⁸ – une expression appelée à un bel avenir après le 7 octobre 2023. Enfin, pour montrer sa proximité victimaire, Garaudy évoqua son envoi « en camp de concentration », alors qu'en tant que militant communiste il avait été arrêté le 14 septembre 1941 et envoyé par le régime de Vichy, avec beaucoup d'autres opposants – dont Bernard Lecache, fondateur de la LICA – au camp d'internement de Djelfa en Algérie, jusqu'en février 1943, ce qui, évidemment, leur évita à tous deux d'être fusillés comme otages par les Occupants. L'imposteur Garaudy se révélait.

Parallèlement, il portait l'islam aux nues, jusqu'à publier en 1996, au Temps des cerises – maison d'édition des communistes stalinien –, *l'Islam et l'intégrisme*, puis en 1998 *Palestine : terre de message*, et en 2000 *L'Islam en Occident : Cordoue, une capitale de l'esprit*. C'est d'ailleurs à Cordoue que la Fondation Roger Garaudy occupe la célèbre tour de la Calahorra et y diffuse une vision fort peu historique d'une mythologique al-Andalus. Condamné par le tribunal pour « contestation virulente et systématique des crimes contre l'humanité commis contre la communauté juive », Garaudy fut diffusé dans tout le monde musulman, surtout dans ses milieux les plus radicaux, au point de recevoir en 1986 le Prix Fayçal – alors seul Européen à en bénéficier dans la catégorie « Service à l'islam » –, puis le Prix Kadhafi « des droits de l'homme » en 2002. Une de ses proches,

⁷⁷. Roger Garaudy, *op. cit.* p. 178.

⁷⁸. *Ibid.*, p. 62.

l'avocate Isabelle Coutant-Peyre, avait d'ailleurs épousé en prison le terroriste Carlos. Garaudy a aussi été soutenu par l'abbé Pierre qui, en dépit de son ignorance revendiquée de l'histoire de la Shoah, professait une critique radicale d'Israël⁷⁹ ; ce qui n'est guère surprenant puisque le célèbre abbé, circonvenu par sa nièce qui vivait en couple avec un ancien des Brigades rouges italiennes, avait pris pour secrétaire particulier un de ces ex-terroristes⁸⁰. L'abbé était représentatif d'un vieil antisémitisme catholique qui demeurait présent à travers la défense des Palestiniens chrétiens qui irrigue les milieux catholiques de gauche, parfois relayée par la diplomatie vaticane.

VIII. RAMADAN-DIEUDONNÉ, AGITATION ET PROPAGANDE

L'agitation islamiste, et parallèlement antisémite, allait bientôt suivre une voie inédite. Avant même sa prise de pouvoir en 1917, Lénine avait théorisé un système d'activité subversive articulé autour de « l'agit-prop » : l'agitation développe une idée simple, autour d'un slogan, à destination d'une masse de sympathisants ; la propagande met en œuvre un appareil de formation théorique à destination d'un petit groupe d'affidés adeptes du projet révolutionnaire. Il est fascinant d'observer comment en France, deux personnages aussi dissemblables par leur origine et leur formation ont pu incarner les deux branches de cette agit-prop islamiste et antisémite : Tariq Ramadan et Dieudonné Mbala Mbala.

Ramadan est le petit-fils du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, qui entretenait des relations avec le Grand Mufti. Son père, qui était le gendre et le secrétaire du fondateur, s'exila en Suisse après l'assassinat de son mentor, et y poursuivit le combat panislamiste. Il fonda la branche palestinienne des Frères musulmans à l'origine du mouvement de résistance islamique : le Hamas. Tariq Ramadan, qui ne portait aucun regard critique sur la pensée de son grand-père, publia en 1994 *Les Musulmans et la laïcité* où il adoptait une posture favorable à l'intégration des musulmans dans une Europe aux valeurs chrétiennes et démocratiques. Mais « en même temps », il perpétua un discours intégriste, comme en 1993 quand il fit interdire à Genève les représentations de la pièce de Voltaire, *Le fanatisme ou Mahomet le Prophète*. En 1994, il affirma que la *charia* restait la pierre de touche du musulman, ou encore que certains cours de biologie, d'histoire ou de philosophie

79. Nicolas Weill, « L'abbé Pierre confirme son soutien aux thèses négationnistes de Roger Garaudy », *Le Monde*, 21 avril 1996.

80. Éric Conan, Sylviane Stein, « Ce qui a fait chuter l'abbé Pierre », *L'Express*, 2 mai 1996.

contrevenaient à l'islam. De même il était opposé aux piscines mixtes. Et sur la question palestinienne, il était partisan d'un seul État dominé par les musulmans. En 2004, il déclarait : « J'ai assez répété que j'étais un homme de dialogue, contre toute violence, sauf en Palestine ». Il était un soutien au terrorisme du Hamas, position que confirma sa signature à une pétition de la belge Nadine Rosa-Rosso intitulée « Appel pour le retrait du Hamas de la liste européenne des organisations terroristes » (*Recognise Resistance*).

Ramadan joua un rôle important dans l'alliance entre un islamisme radical et les extrêmes gauches, notamment en raison de sa participation constante au Forum social européen annuel, le premier ayant été inauguré à Florence en 2002, le second s'étant tenu à Paris-Saint-Denis en 2003, dominé par la Ligue communiste révolutionnaire et le Parti communiste français. Dans les années 1990 et 2000, Ramadan développa un travail intense en direction des banlieues françaises, et en particulier de la jeunesse d'origine maghrébine et de culture musulmane, en s'appuyant sur les réseaux des Frères musulmans. En 2003, il émettait des considérations sur les journalistes d'origine juive, établissant une sorte de liste les désignant à la vindicte, et dénonçait en 2018 « l'emprise que les sionistes ont sur la France ». Adeptes d'un conspirationnisme à connotation antisémite, il laissa entendre en 2014 que Mohammed Merah aurait été une création des services de renseignements français ; puis, sans nier les slogans antisémites entendus lors de manifestations, il supposait de manière biaisée qu'ils seraient dus à de faux manifestants infiltrés. Il dénonça par ailleurs des officines opérant prétendument « depuis Israël et ailleurs ». Ses positions ambiguës sur la lapidation des femmes adultères avaient suscité bien des interrogations. Cependant, tout au long de ses interventions, il reçut ponctuellement le soutien d'Edwy Plenel, de Pascal Boniface, de Jean Ziegler et de François Burgat – un islamologue qui allait prendre la défense du Hamas après le 7 octobre 2023.

Cet habile rhétoricien, bon orateur pratiquant aussi bien le français que l'anglais ou l'arabe, fascina à gauche et à l'extrême gauche. L'un de ses soutiens inconditionnels n'était autre qu'Edwy Plenel, devenu directeur de la rédaction du *Monde* en 1996, qui, tout en se disant attaché à un « trotskisme culturel », favorisa l'afflux de militants gauchistes dans les écoles de journalisme, au point que Nacer Ramdane Ferradj, ex-vice-président de SOS-Racisme, affirma qu'il avait « façonné une jeune génération de journalistes en imprimant sur celle-ci que toutes les critiques de l'islam et des extrémistes de notre religion sont des attaques racistes contre tous les musulmans. [...] Il épouse la stratégie de l'islam politique jusqu'à en devenir une pièce maîtresse dans son enracinement en France »⁸¹.

81. Judith Waintraub, Vincent Nouzille, « L'islamosphère », *Figaro Magazine*, 6 octobre 2017.

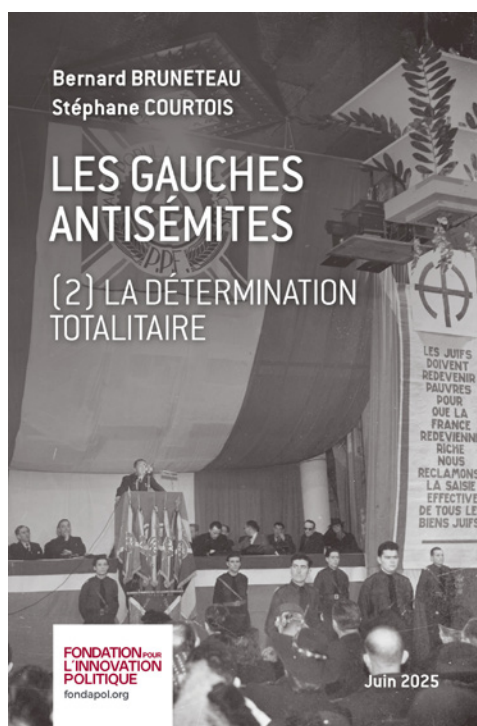
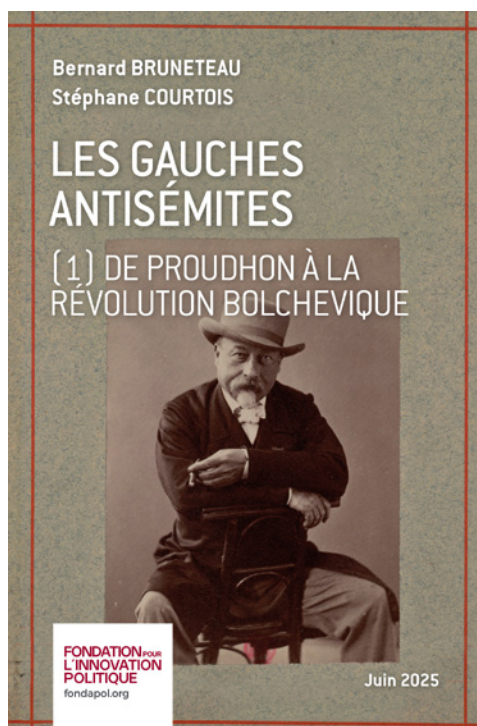
Défenseur de Dieudonné, Ramadan recommandait d'aller consulter « le site de Soral, c'est le seul qui ose dire les choses sur le lobby sioniste ». Condamné définitivement en France et en Suisse pour plusieurs agressions sexuelles et viols dénoncés depuis 2017, Tariq Ramadan a depuis perdu une bonne part de son audience publique.

Dieudonné est l'autre personnage qui a été un formidable accélérateur des tendances antisémites. De père camerounais et d'une mère bretonne sociologue de sensibilité de gauche, il est né en 1966 en banlieue parisienne où, après des études secondaires inachevées, il est monté sur scène à partir de 1992-93 et a présenté un duo comique avec Élie Semoun – « le petit juif et le grand black » – qui lui assura une certaine notoriété. Seul en scène à partir de 1997 et propriétaire du théâtre de la Main d'Or à Paris, il poursuivit dans sa veine provocatrice contre toutes les religions et contre le racisme, allant jusqu'à se présenter aux élections législatives de 1997 à Dreux contre la candidate du Front national, ce qui lui valut les félicitations de toutes les gauches. Si Ramadan gagnait son audience parmi les milieux intellectuels et universitaires, Dieudonné s'adressait d'abord à une partie de la jeunesse issue de l'immigration maghrébine et africaine parmi laquelle il trouva un fort soutien. Bientôt, les trajectoires des deux personnages allaient converger dans l'antisionisme/antisémitisme.

Depuis des années, on assiste donc à la perversion du sens des mots. Pour nombre de militants de gauche, antisionisme se substitue dans leur vocabulaire à antisémitisme à tel point que beaucoup ne se rendent plus compte de la signification réelle des mots et des slogans comme « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». L'accumulation de tant de discours « antisionistes » ne pouvait que produire des effets dévastateurs à l'époque des « réseaux sociaux » qui assurent par l'anonymat une impunité aux zéloteurs de l'« antisionisme ». Par un retournement progressif, nous sommes entrés dans l'ère des territoires perdus de la République où fleurit l'antisémitisme⁸². La radiographie de l'antisémitisme en France réalisée par la Fondapol en 2024 montre la progression constante de l'antisémitisme à gauche et l'enracinement de l'identification Israéliens/Nazis, particulièrement chez les Français de confession musulmane⁸³. Au tournant du siècle s'était donc installé un climat délétère qui ne demandait qu'à s'enflammer à la première occasion. Celle-ci s'est offerte lors de la concomitance de trois événements internationaux majeurs : le début de la deuxième *intifada* en septembre 2000, la Conférence contre le racisme organisée par l'UNESCO du 2 au 9 septembre 2001 à Durban en Afrique du Sud, et enfin les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 aux États-Unis.

82. Emmanuel Brenner [dir.], *Les Territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Mille et une nuits, 2002.

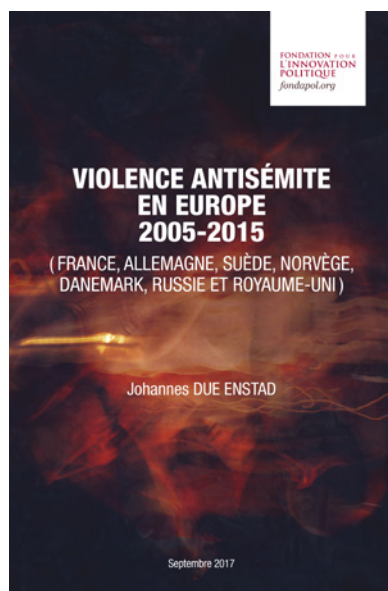
83. François Legrand, Sarah Perez-Pariente, Dominique Reynié, Simone Rodan-Benzaquen, Anne-Sophie Sebban-Bécache, *Radiographie de l'antisémitisme en France. Édition 2024*, Fondapol et AJC, octobre 2024 [en ligne].

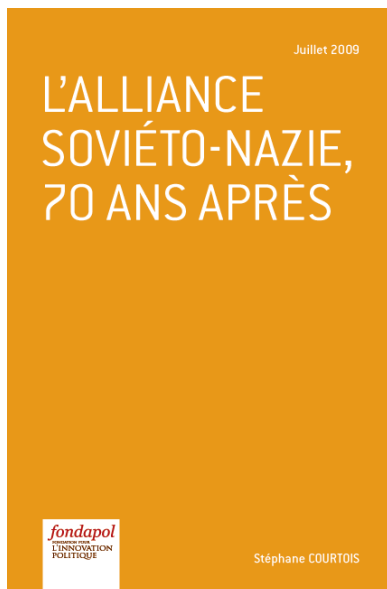














NOS PUBLICATIONS

La guerre par la norme. La régulation, arme économique stratégique

Erwan Le Noan, mars 2026, 37 pages

Ce que l'ontario nous apprend sur la pratique de l'« aide médicale à mourir » et l'urgence de sa refonte

Trudo Lemmens, février 2026, 27 pages

Enjeux juridiques d'une légalisation d'un « droit à l'aide à mourir »

Aline Cheynet de Beaupré, Laurent Frémont et Didier Guérin, février 2026, 30 pages

Les Français n'approuvent pas la proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté

Dominique Reynié, janvier 2026, 88 pages

Contre la bureaucratie, la compétence du peuple

Robin Rivaton, décembre 2025, 38 pages

Vers un système de retraite mixte répartition - capitalisation quelques modalités concrètes de transition

Bertrand Martinot, Renan Muret et Philippe Gravier, novembre 2025, 42 pages

Sahara occidental : la théorie de l'infraction marocaine en question

Dominique Bocquet avec Sâ Benjamin Traoré, novembre 2025, 69 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La psychiatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Dr Françoise Chastang et Dr Cécile Omnès, octobre 2025, 30 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

Le handicap face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Agathe Barrois et Aline Cheynet de Beaupré, octobre 2025, 32 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La gériatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Pr Claude Jeandel et Dr Jean-Marie Gomas, octobre 2025, 36 pages

Le Parlement enquête, le droit vacille

Pour une clarification du cadre juridique des commissions parlementaires

Jean-Jacques Urvoas, octobre 2025, 38 pages

La sécurité de la Pologne au XXI^e siècle : défis, stratégies et perspectives

Kinga Torbicka, septembre 2025, 45 pages

Intelligence artificielle. Enjeux économiques et financiers d'une percée technologique

Françoise Drumetz et Christian Pfister, septembre 2025, 52 pages

Contre l'écologisme réglementaire, bureaucratique et décroissant, l'aspiration à une écologie positive

Dominique Reynié, août 2025, 13 pages

Iran : une société sécularisée, diverse et dissidente

Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, juillet 2025, 38 pages

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne

Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur

Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Les gauches antisémites (1) La détermination totalitaire, 39 pages,

(2) De Proudhon à la révolution bolchevique, 39 pages,

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Le mythe de la France raciste, (1) Le racialisme, histoire d'un échec, 39 pages,
(2) De l'échec du racialisme à la naissance du mythe, 41 pages,
 Vincent Tournier, avril 2025

Le détournement populiste du courant libertarien, (1) Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite, 56 pages, **(2) Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei**, 53 pages,
 Jérôme Perrier, avril 2025

L'IA au service de la sécurité

Benoit Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :

l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loise Lyonnet et Pierre Poinssignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique, (1) Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975, 44 pages, (2) Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023

Immigration : comment font les États européens

Fondapol, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique, (1) État des lieux et perspectives à court-moyen terme, 47 pages, (2) Les questions à long terme, 34 pages,

Christian Pfister, juillet 2022

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale, (1) Déchet et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels, 49 pages, (2) Les solutions pour maîtriser le risque effectif, 42 pages,

(3) L'enjeu des générations futures, 41 pages, (4) La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie, 49 pages,

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.

Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke, (1) Anatomie du wokisme, 34 pages, (2) Face au wokisme, 32 pages,

Pierre Valentin, juillet 2021

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élis Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois, (1) Politique de concurrence et industrie européenne, 36 pages, (2) Les pratiques anticoncurrentielles étrangères, 40 pages, (3) Défendre l'économie européenne par la politique commerciale, 52 pages,
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

**Élections européennes 2019. Le poids des électors
comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié,
juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo, (1) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 44 pages,

(2) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 40 pages,

Nelly Garnier, juillet 2019

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique, (1) Un siècle de transformations, 32 pages,

(2) Vers le réenchantement, 34 pages,

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondapol, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe, (1) Les fondations, des origines au XIX^e siècle, 28 pages,

(2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours, 31 pages,

Jean-François Colosimo, décembre 2018

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne, (1) Récuser le déni, 30 pages, (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse, 30 pages,

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique, (1) Magnats de la finance, 56 pages, (2) Un frein à l'innovation ?, 77 pages,

Paul-Adrien Hyppolite, et Antoine Michon, novembre 2018

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration, (1) Fin de l'homogénéité, 35 pages,

(2) Fin du consensus ?, 33 pages,

Tino Sanandaji, septembre 2018

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

**L'élan de la francophonie, (1) Une communauté de langue et de destin, 28 pages,
(2) Pour une ambition française, 28 pages,**

Benjamin Boutin, mars 2018

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

**Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :
l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais, miroir français de la crise migratoire européenne, (1), 38 pages, **(2)**, 52 pages,
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Le nouveau monde de l'automobile, (1) L'impasse du moteur à explosion, 34 pages,
(2) Les promesses de la mobilité électrique, 48 pages,

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes, (1) Un nouvel anticapitalisme, 29 pages, **(2) La tentation de la violence**, 29 pages,
Eddy Fougier, avril 2016

Régionales, (1) Vote FN et attentats, 45 pages,
(2) Les partis, contesté mais pas concurrencés,
39 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Good COP21, Bad COP21, (1) Le Kant européen et le Machiavel chinois, 34 pages,
(2) Une réflexion à contre-courant, 35 pages,

Albert Bressand, octobre 2015

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme !, (1) Les conditions d'une mobilité conviviale, 27 pages,

(2) Pourquoi il faut défendre la route, 32 pages,
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015, (1) Le contexte, 30 pages, **(2) Le premier tour**, 43 pages,
(3) Le second tour, 41 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014, (1) La gauche en miettes, 30 pages,

(2) Poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton, 44 pages,

Jérôme Fourquet, octobre 2014

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant, (1) Renforcer les think tanks, 43 pages,

(2) Diversifier la haute administration, 35 pages,

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La mobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Relancer notre industrie par les robots, (1) Les enjeux, 40 pages, (2) Les stratégies, 30 pages,

Robin Rivaton, décembre 2012

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française, (1) Les enjeux, 36 pages, (2) Les stratégies, 31 pages,

Rémy Prud'homme, janvier 2012

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondapol, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands

sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Depuis 2011, La Fondapol publie chaque année son ouvrage *Innovation politique*.

Depuis 2009, la Fondapol publie chaque année son ouvrage *L'opinion européenne*.

Entre octobre 2019 et octobre 2020, la Fondapol a publié 5 vagues de l'œuvre

Le risque populiste en France rédigée par Dominique Reynié (dir.).

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous !

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 _ anne.flambert@fondapol.org

Bulletin de soutien

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

☐ **Je soutiens la Fondapol**

voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1000 € ☐ 5000 €
☐ 10000 € ☐ 50000 € ☐ Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel

☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**

☐ Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de
Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(3) L'IRRÉSISTIBLE CONVERGENCE D'ANTISÉMITISMES PLURIELS

Par Stéphane COURTOIS et Jean-Louis PANNÉ

Il est souvent admis qu'après la Shoah, l'antisémitisme aurait durablement disparu des traditions politiques de gauche, discrédité par le génocide et cantonné à l'extrême droite. La période des Trente Glorieuses, la décolonisation et l'essor des luttes tiers-mondistes semblaient consacrer l'avènement d'un humanisme universaliste débarrassé de ses vieux démons. Pourtant, dès les années 1950, un antisémitisme renouvelé prend place dans une concurrence victimaire, se recompose dans les milieux communistes, anticolonialistes et révolutionnaires, sous couvert d'antisionisme et de dénonciation de l'« impérialisme ». Des théories de Césaire et Fanon à l'héroïsation palestinienne après 1967, des dérives négationnistes de Rassinier et Faurisson à la propagande de Garaudy, puis à l'essor de l'islamisme politique et de ses relais médiatiques, se construit un système idéologique cohérent, associant relativisation de la Shoah, inversion des rôles et réactivation de stéréotypes anciens. Cette histoire montre comment, de Mai 68 aux années 2000, une partie des gauches a progressivement substitué au combat universaliste une vision manichéenne du monde, où l'hostilité envers Israël sert de vecteur principal à un nouvel antisémitisme, désormais mondialisé, médiatisé et politiquement instrumentalisé.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol



978 2 36408 383 7

ISBN : 978-2-36408-383-7

5 €

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org